
Conseil Départemental de L'Isère

Direction de l'Aménagement

Département de l'Isère

Commune de Tréminis

REGLEMENTATION DE BOISEMENTS RAPPORT DE PRESENTATION



Septembre 2016 -



SAFER – Département Études & Développement

Agrapole – 23 rue Jean Baldassini – 69364
Lyon cedex 07

Tel. 04 72 77 71 50 – Fax. 04 76 33 38 83

Email : etudes@saferral.com



Chambre d'Agriculture de l'Isère

40 avenue Marcelin Berthelot – 38036
Grenoble cedex 2

Tel. 04 76 20 68 68 – Fax. 04 76 33 38 83

Email : accueil@isere.chambagri.fr

Table des matières

INTRODUCTION.....	4
LA PROCÉDURE DE RÉGLEMENTATION DE BOISEMENTS.....	4
SITUATION ET LOCALISATION DE LA COMMUNE DE TRÉMINIS.....	6
La population.....	6
L'organisation urbaine.....	6
Les activités économiques.....	8
L'agriculture.....	8
L'environnement paysager.....	11
Les risques naturels.....	13
La prise en compte de l'environnement.....	16
ANALYSE DES BOISEMENTS SUR LA COMMUNE DE TRÉMINIS.....	23
Les surfaces cadastrées en bois sur la commune de Tréminis.....	23
La structure foncière des espaces boisés.....	23
Les espaces boisés classés (EBC).....	23
Autres enjeux liés à la présence des boisements.....	24
Les exonérations fiscales liées aux parcelles boisées.....	24
SYNTHÈSE DES ENJEUX.....	26
Zone 1 – Bourg et hameaux de Tréminis.....	26
Zone 2 – Espaces boisés.....	27
Zone 3 – Zone d'alpages.....	27
BILAN DE LA PRÉCÉDENTE RÉGLEMENTATION DE BOISEMENTS.....	27
MÉTHODOLOGIE MISE EN PLACE POUR L'ÉLABORATION DES RÉGLEMENTATIONS DE BOISEMENTS.....	28
La conduite de démarche.....	28
Les principes retenus pour l'élaboration de la réglementation de boisements.....	33
Les prescriptions applicables en périmètre réglementé dans la réglementation de boisements....	34
ANNEXES.....	36
Procès-verbal de la CCAF n°1 du 29 juillet 2015.....	36
Compte-Rendu de la Sous-commission n°1 du 14 octobre 2015.....	42
Compte-Rendu de la Sous-commission n°2 du 2 mars 2016.....	46
Compte-Rendu de la Sous-commission n°3 du 13 juillet 2016.....	50
Procès-verbal de la CCAF n°2 du 12 septembre 2016.....	57

INDEX DES CARTES

Carte 1: Agriculture & boisement.....	13
Carte 2: Boisements et paysage.....	16
Carte 3: Carte R 111-3 valant Plan de Prévention des Risques Naturels (1971).....	18
Carte 4: boisement et environnement - Zonages environnementaux.....	23
Carte 5: Réseau écologique (REDI).....	24
Carte 6: Synthèse des enjeux.....	27
Carte 7: Massifs boisés.....	33
Carte 8: Réglementation de boisements 2016.....	36

INDEX DES ILLUSTRATIONS

Illustration 1: Evolution de la population.....	6
--	----------

INTRODUCTION

La procédure d'élaboration de la réglementation de boisements a été initiée par la commune de Tréminis qui en a fait la demande au Conseil départemental de l'Isère par courrier en 2013.

L'élaboration de la réglementation de boisements de la commune de Tréminis a été conduite par une Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF).

LA PROCÉDURE DE RÉGLEMENTATION DE BOISEMENTS

La réglementation de boisements est une procédure d'aménagement foncier définie aux articles L126-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime qui vise à « [...] *favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et [à] assurer la préservation des milieux naturels et la préservation des paysages remarquables* [...] ».

Comme les autres procédures d'aménagement foncier, la réglementation de boisements est de la compétence des Conseils départementaux (Loi de Développement de Territoires Ruraux de 2005).

La réglementation de boisements définit les « *zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières ou dans lesquelles la reconstitution après coupe rase peuvent être interdits ou réglementés* ». Par extension, tous les terrains où les boisements ou reboisements ne sont ni interdits ni réglementés sont inscrits dans un périmètre dit « libre » au boisement.

Lorsqu'elles s'appliquent à des terrains déjà boisés, les interdictions et réglementations ne peuvent concerner que des parcelles boisées isolées ou rattachées à un massif dont la superficie est inférieure à un seuil de surface par grande zone forestière homogène défini par le Conseil départemental.

Dans son document de cadrage pour la réglementation et la protection des boisements du 13 mars 2013, le Conseil départemental de l'Isère a fixé ces seuils, pour l'ensemble du territoire départemental à :

- 0,5 ha pour les forêts alluviales
- 4 ha pour les autres peuplements

La procédure est conduite par une Commission Communale ou Intercommunale d'Aménagement Foncier, présidée par un Commissaire enquêteur et dont le Conseil départemental assure le secrétariat.

Cette Commission est composée de représentants de différents collèges nommés par la (les) Commune(s), la Chambre départementale d'agriculture, le Conseil départemental (Propriétaires de biens fonciers non bâtis, exploitants agricoles, propriétaires forestiers, personnes qualifiées pour la protection de la nature), ainsi que de représentants du Conseil municipal, du Conseil départemental et de la Direction des Finances Publiques.

Lorsque cette commission a terminé son travail, avec l'aide d'un bureau d'études retenu par le Conseil départemental, une enquête publique est organisée. Pendant un mois, les propriétaires peuvent prendre connaissance du projet de réglementation et formuler des observations auprès du Commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal Administratif. Ce Commissaire enquêteur vérifie que l'enquête se déroule

correctement, et reçoit les personnes qui le souhaitent pendant les journées de permanence. A l'issue de l'enquête, le Commissaire enquêteur rédige un rapport sur le déroulement de l'enquête et émet un avis.

La réglementation est rendue définitive par une délibération du Conseil départemental, prise après avis des Conseils municipaux, du Centre Régional de la Propriété Forestière et de la Chambre départementale d'agriculture.

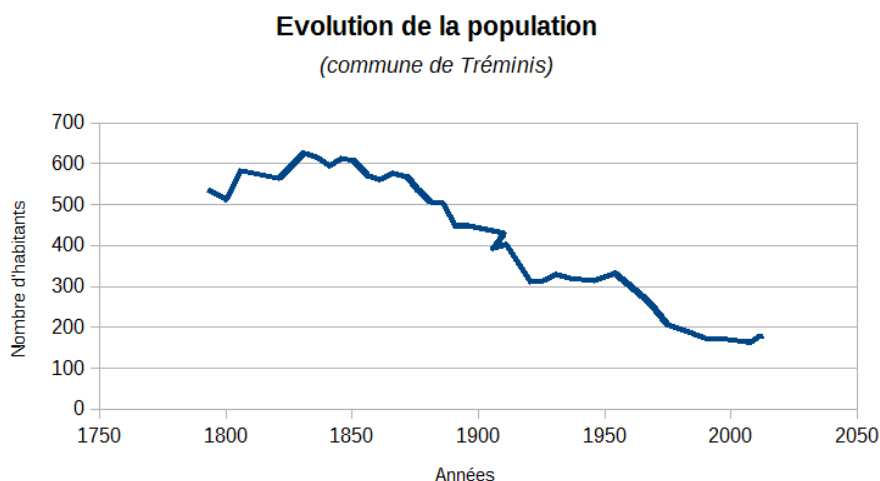
Appelé la perle du Trièves, Tréminis est une commune d'une superficie de 4888 ha située dans un grand cirque au cœur des montagnes et s'appuie sur les contreforts du Grand Ferrand (2 759 m).

La commune est située au sud du territoire du Trièves, à la frontière des territoires de la Drôme et des Hautes Alpes (voir carte p7).

La population

La commune de Tréminis regroupe 186 habitants ; les Tréminisous qui se répartissent en quatre hameaux de 850 m à 980 m d'altitude.

La population de la commune qui atteignait 600 habitants vers 1850, a fortement chuté entre la fin du 19^{ème} et la fin du 20^{ème}. Elle se stabilise depuis les années 1990 (données INSEE).

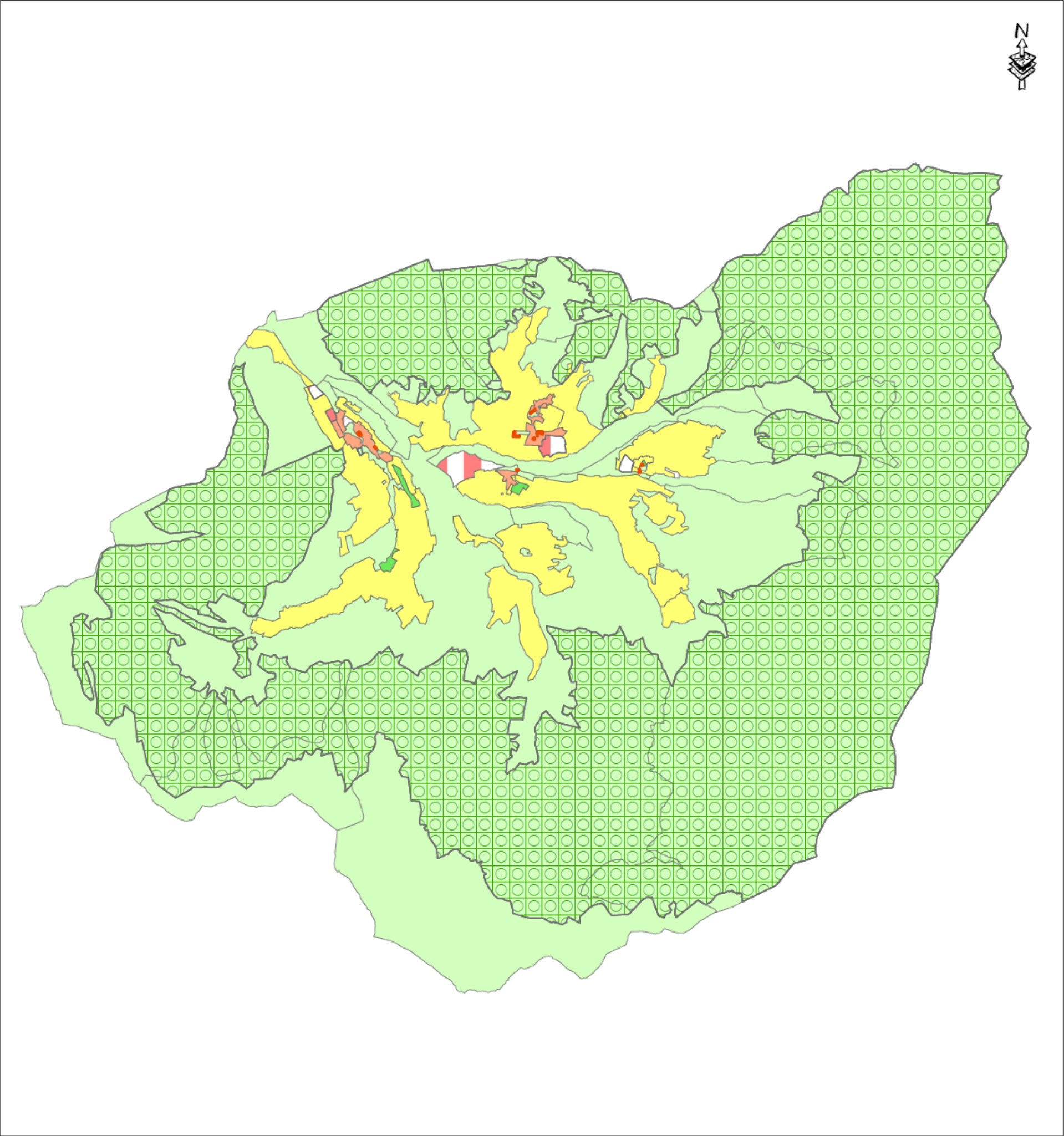


L'organisation urbaine

La commune se compose de 4 hameaux qui s'étalent de 850 m à 980 m d'altitude : Château-Bas, Château Méa, l'Église et le Serre. Les hameaux sont répartis autour de la rivière Ebron en structure en « doigts de gants ». La dynamique de population à Tréminis entraîne une urbanisation très lente et une absence de pression urbaine. 9 logements furent construits sur la commune entre 1999 et 2008 (données INSEE).

La commune est traversée par la D216, qui la relie à la D1075 (Grenoble-Sisteron) via Lalley et Prébois, et file ensuite vers le col de Mens.

Un Plan d'Occupation des Sols (POS) recouvrait la commune depuis 1986, modifié en 1989. Les objectifs fixés lors de la révision étaient d'atteindre 200 habitants (60 logements) – cf carte ci dessous. Une grande partie de l'espace forestier de la commune était classé en EBC. **Le POS de Tréminis est devenu caduque en janvier 2016.**



0 0,75 1,5 3 Kilomètres

Echelle pour une impression en A3: 1:37 850



© IGN - Cartographie - Carte réalisée le 14/01/2016
Nom du document Andap: O:\CARTO\projets_globaux\cours\Financ\Reglementation_boisement\Reglementation_int_3\Lot3_A3_section.mxd
Date RPS: Service producteur des données : Ministère de l'Agriculture
RD CarthoB - ©IGN 1995 - copies et reproduction interdites
©IGN-PAISU/CA30 - Cartographie
Les données ou cartes IGN contenues dans ce document sont issues des dernières éditions IGN® - www.ign.fr
RD orthoB - ©IGN Paris 2009 - copies et reproduction interdites - Licence d'exploitation n°10 611
Prise de vue 1992 - Prise de vue 2003

Prescriptions	
	Espaces boisés classés (EBC)
	Réserves d'équipements publics
Zones POS	
	A
	AUs; AUc
	N
	Nh
	U

Les activités économiques

l'Exploitation forestière

L'inscription de la commune au coeur d'un cirque forestier a conduit au développement de l'exploitation forestière comme activité économique dominante. Tréminis a compté jusqu'à 10 scieries, qui fonctionnaient alors grâce à la puissance de l'eau et seulement au cours de la belle saison. Aujourd'hui, une seule scierie subsiste, mais le volume de bois traité sur la commune a été multiplié par deux.

Le Tourisme

Tréminis est le point de départ de nombreux et inattendus sentiers de randonnée sur la chaîne du Dévoluy. Ce lieu grandiose a inspiré Giono dans l'un de ses romans. Une offre de tourisme lié à la montagne se développe sur la commune : présence d'un domaine nordique, et de 2 accompagnateurs de montagnes qui proposent leurs services. En terme d'hébergement, 7 gîtes accueillent les touristes en famille ou en groupe, dont 2 sont également des tables d'hôtes. Une aire de camping cars complète l'offre d'hébergement touristique. Le réseau PDIPR est bien développé, et permet de relier les territoires voisins (voir carte « boisements et paysages » p12).

L'agriculture

Les exploitations agricoles de Tréminis

Au démarrage de l'étude, sept exploitations ont leur siège sur la commune de Tréminis. La *Carte 1: Agriculture & boisement p.12*) représente les différents sièges d'exploitations. Ces activités agricoles sont diversifiées : bovins lait, bovins viande, caprins, ovins, volaille et plantes aromatiques et médicinales. Quatre exploitations sur les sept présentes sont en société, ce qui est important au regard du ratio départemental.

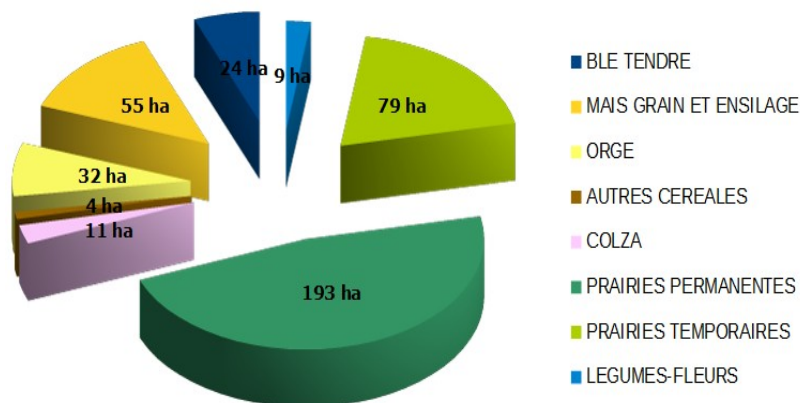
En fin d'étude, un des sept chefs d'exploitation est en cours d'arrêt de son activité.

Les surfaces agricoles

Les espaces agricoles représentent 407 ha (source : RPG 2014), soit moins de 10 % de la surface communale. Exception faite des alpages, l'espace agricole est réparti autour des 4 hameaux de la commune en 193 ha en prairies permanentes, 79 ha en prairies temporaires, 126 ha en céréales et 9 ha de légumes et fleurs.

Répartition des surfaces agricoles

L'espace agricole sur Tréminis en 2014 (données PAC)



En plus de ces espaces, deux grands alpages accueillent les bêtes en estives dans la partie sud de la commune, qui s'étendent sur 470 ha (dont 170 ha à cheval sur la commune de Lalley)

Au delà des enjeux agricoles, ces zones d'alpage présentent de véritables enjeux environnementaux et touristiques.

Les enjeux liés aux surfaces agricoles

L'urbanisation de la commune étant très faible, les espaces agricoles ne sont donc pas soumis à une forte pression foncière.

Les enjeux sont plutôt liés à l'avancée de la forêt sur l'espace agricole. Ainsi, **62 ha ont bénéficié du programme PEZMA** (Programme d'entretien des zones menacées d'abandon). Ce programme, instauré par le Conseil départemental de l'Isère en 1989 participe au maintien d'un espace montagnard ouvert, en rémunérant le travail d'intérêt collectif effectué par les agriculteurs qui exploitent des terrains dans des zones particulièrement difficiles.

Sur la commune de Tréminis, il n'existe pas de Zone Agricole Protégée (instaurée par Loi d'orientation agricole de 1999), ni de Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (instaurés par la Loi relative au Développement des Territoires Ruraux de 2005).

La commune est en revanche concernée par le Plan Pastoral Territorial (PPT) du Trièves, en cours de réactualisation. Le précédent PPT comportait 5 enjeux et se

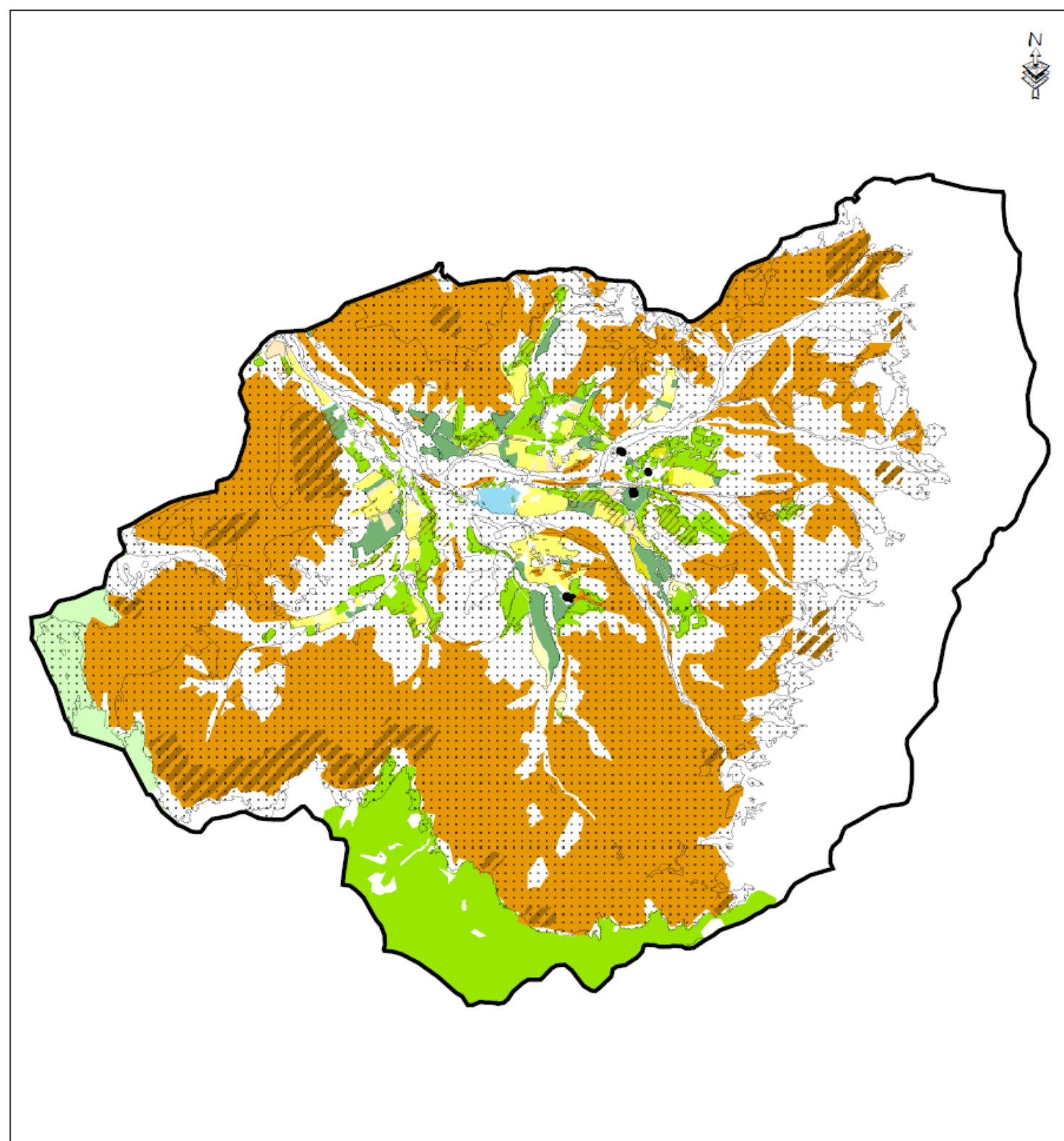
concrétisait autour de 9 actions :

5 enjeux :

- 1 - Gestion de la biodiversité et de l'écologie des espaces pastoraux,
- 2 - Revalorisation sociale et économique des patrimoines, des savoir-faire et des productions agro-pastorales,
- 3- Eco-tourisme, une piste de développement pour pérenniser et valoriser l'activité pastorale et les patrimoines pastoraux,
- 4- Structuration collective du pâturage : répondre aux besoins des éleveurs agro-pastoraux dans une logique globale relevant de l'intérêt général,
- 5- Attractivité et la durabilité des espaces pastoraux et du pastoralisme en Trièves.

Les 9 actions du PPT s'organisent autour de trois grands axes de travail

- Faire le lien entre les alpages et les politiques publiques de gestion de l'espace et faire de la pédagogie sur ces espaces
- Accompagner les collectifs de gestion des alpages
- Améliorer les conditions de travail et assurer la pérennité des ressources et des pratiques















0 0,75 1,5 3 Kilomètres

Echelle pour une impression en A3: 1:37 850



© CDRS - Cartographie - Carte déclinée le 14/01/2018
Nom du document ArcMap: C:\CDRS\Projets_gis\cartes\Projet\Reglementation_basecarte\Reglementation_inf_71a07_03_secteurs.mxd
SUD FPD, Service producteur des données : Ministère de l'Agriculture
NO Carthage - ©IGN 1989 - copies et reproduction interdite
©2018-2019/CDRS - Cartographie
Les données au cadastre 12N utilisées dans ce document sont issues des données «Lignes 12N» : www.ign.fr
NO cartographie - ©2018 Paris 2018 - copies et reproduction interdite - Lignes et reproduction 0712 01
Prix de vente 1 000 - Prix de vente 2013

RPG 2014 Georhonealpes	
	Surfaces boisées
	Inventaire des forêts matures (FRAPNA)
	Forêts des cartes état major. année: ? (source FRAPNA)
	Pezma: PC (143)
	Equipements agricoles (5)
	
	
	
	
	
	
	

L'environnement paysager

Les 4 hameaux de la commune de Tréminis sont nichés au coeur d'un grand cirque forestier entouré de montagnes. Ce sont des villages à l'architecture typique du Trièves avec leur toits de tuiles écailles posés sur des génoises.

Il n'existe pas de site classé « Patrimoine et paysage » sur la commune.

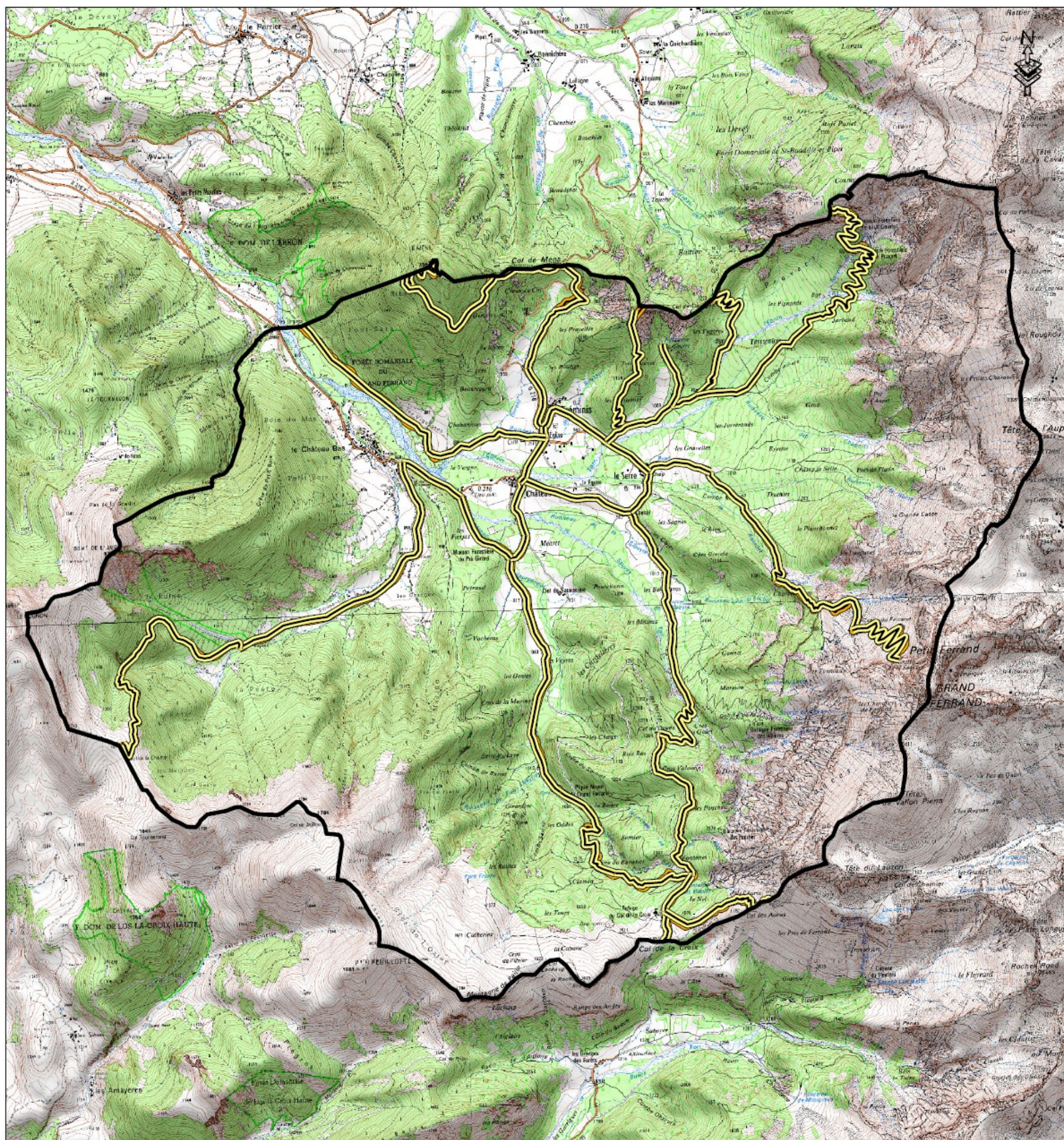
Tréminis au coeur d'un cirque montagneux



Révision de la réglementation de boisements

Patrimoine et paysages

Tréminis



0 0,75 1,5 3 Kilomètres

Echelle pour une impression en A3: 1:37 850

Les risques naturels

Les principaux risques naturels sur la commune sont liés aux fortes pentes qui convergent toutes vers le fond de ce cirque naturel : risques de glissement de terrain, de chutes de pierres, de coulées torrentielles et d'avalanches.

Zones de débordement de torrents

Les ruisseaux de la commune récupèrent en fond de cirques les eaux pluviales et de fonte des neiges d'une immense surface. Ainsi, les ruisseaux de l'Ebron, du Sauvey et de Chabert sont des zones à risque d'inondation.

Zones dangereuses : chutes de pierres et avalanches

Le risque de chute de pierres, de décrochement et d'avalanches est particulièrement présent sur la partie Est de la commune, où les reliefs sont les plus marqués, et dans une moindre mesure au nord de l'alpage du Cros de l'Ozier au Sud Ouest. Dans ces zones la carte des risques indique plusieurs couloirs d'avalanche.

Ces enjeux doivent être analysés dans le cadre de la réflexion préalable à l'élaboration de la réglementation de boisements afin que les mesures proposées ne renforcent pas les aléas (accélération de la vitesse de l'eau ou amplification du phénomène d'éboulement par exemple).

RISQUES NATURELS
COMMUNE DE: tréminis

Ministère de l'Équipement et du Logement - Groupe d'Etude et de Programmation - 5 quai Créteil - 93 560 CRETEIL - 93

légende

	100000000
	100000000
	100000000
	100000000
	100000000
	100000000
	100000000
	100000000
	100000000

SCHELLE 1:12500
LE 97,5/10

Information des AGENCES ET DES LOCATIONS
DE DENS MANUELLES SUR LES RISQUES NATURELS
COMMUNE DE TREMINIS
Documentaire, approuvé par le Comité de l'Équipement et du Logement
Documentaire, approuvé par le Comité de l'Équipement et du Logement
Date établie en application de l'article R 111-1 du code de l'Équipement

La prise en compte de l'environnement

Des inventaires ont été réalisés (ZNIEFF de type 1 et 2 et 2 zones humides) sur la commune de Tréminis (voir Carte 4: *boisement et environnement - Zonages environnementaux* p.23). Des continuums écologiques ont également été identifiés sur ce territoire (voir Carte 5: *Réseau écologique (REDI)* p.24).

La commune ne fait pas l'objet d'outils de protection environnementaux à caractère réglementaire.

Inventaires

ZNIEFF de type I et II

ZNIEFF I : « forêts thermophiles et pelouses de l'Obiou » (38310007)

Inséré entre les vallées du Drac et du Buech, le massif du Dévoluy s'appuie sur le Diois à l'ouest, et surplombe les vastes dépressions du Champsaur et du bassin de Gap. Sa forte altitude moyenne en fait **l'ensemble le plus élevé des Préalpes**, immédiatement après le Chablais. Le Dévoluy apparaît comme un vaste berceau synclinal, drainé par la Souloise et encadré par deux grandes chaînes anticlinales méridiennes. Il subit fortement l'influence méridionale et présente un caractère de haute montagne sub-méditerranéenne. Ce massif est cependant l'un des plus arrosés des Préalpes du sud, sa forte altitude jouant le rôle d'écran condensateur et favorisant des précipitations importantes. L'originalité du massif en matière de végétation réside dans le contraste marqué existant entre la partie nord, de type nord-dauphinois, et la partie sud franchement xérophile (c'est à dire marqué par une végétation adaptée à la sécheresse). Les forêts thermophiles (recherchant les expositions chaudes) et les pelouses de l'Obiou recèlent de nombreuses **richesses végétales**, notamment une belle orchidée, l'**Ophrys abeille**. Son labelle, soit la partie inférieure de la fleur, de par sa forme en particulier, semble être un leurre pour ces insectes. Ceux-ci assurent ainsi le transport du pollen d'une fleur à l'autre, et donc la pollinisation de la fleur.

L'Orchis de spitzel, espèce d'affinité plutôt méridionale montagnarde, est dans les forêts du Vercors isérois en limite nord de son aire de répartition géographique. L'**Epipactis à petites feuilles** est une orchidée difficile à détecter dans les boisements ouverts, à cause de sa discrétion. On remarque aussi la présence du Pavot des Alpes, de l'Ail à fleurs de narcisse ou de la Pyrole à feuilles rondes. Deux planeurs des cimes, l'Aigle royal et le Faucon pèlerin, survolent la zone à la recherche de leurs proies. Les papillons profitent des zones ouvertes pour récolter le nectar des fleurs, principale source de leur nourriture. Ainsi, l'**Apollon** est surtout présent dans les lieux ensoleillés rocailleux où poussent des plantes grasses comme les orpins ou les joubarbes, nourriture principale de la chenille. A basse altitude, l'urbanisation et l'agriculture réduisent progressivement ses aires de vol.

Cette ZNIEFF de type I est intégrée dans la ZNIEFF de type II « Obiou et haut Buech » (3831)

ZNIEFF I : « Prairies sèches du Cros de l'Osier » (38310008)

Sur le Cros de l'Osier se sont développées des pelouses sèches d'altitude, parcourues par quelques suintements. Le site est **très favorable aux papillons** ; on y rencontre notamment trois espèces remarquables. L'**Azuré du serpolet** est un hôte des montagnes qui vit dans les prés et pelouses plutôt arides où

pousse le thym, dont se nourrit la chenille. La fermeture progressive des milieux naturels constitue l'une des menaces qui pèsent sur les populations de cette espèce. L'**Apollon** est un très bon planeur capable de parcourir de grandes distances. Ce beau papillon est surtout présent dans les lieux ensoleillés rocaillieux où poussent des plantes grasses comme les orpins ou les joubarbes, nourriture principale de la chenille. Quant au **Semi-Apollon**, ce sont les prairies humides qu'il recherche, puisqu'elles abritent les corydales, plantes nourricières de sa chenille.

Papillons des ZNIEFF



L'Apollon



Azuré du Serpolet



La Bacchante



Azuré de l'Orobe

ZNIEFF I : « Prairies et boisements thermophiles de Prébois » (38280008)

Dominant le village de Prébois, de grandes prairies et des boisements mixtes accueillent plusieurs papillons remarquables. **La Bacchante** est un papillon présent dans la partie est de la région Rhône-Alpes, en plaine et en basse montagne. Il peut être vu volant dans les clairières des forêts mélangées, alors que sa chenille est observée sur les graminées dont elle se nourrit. Comme dans le cas d'autres espèces, les mutations du paysage rural portent souvent atteinte aux populations de cette espèce dont la protection est considérée comme un enjeu européen. Un bel azuré méridional, l'**Azuré de l'Orobe**, affectionne les pentes chaudes et sèches, alors que sa chenille vit sur l'orobe, le thym et les astragales. Les aménagements des abords routiers mettent ses populations localement en danger. L'**Apollon** est quant à lui surtout présent dans les lieux ensoleillés rocaillieux où poussent des plantes grasses comme les orpins ou les joubarbes, nourriture principale de la chenille. A basse altitude, l'urbanisation et

l'agriculture réduisent progressivement ses aires de vol. Autrefois présent dans toute la région Rhône-Alpes, l'**Ermite** paraît subir actuellement une diminution de ses populations dans sa moitié nord. L'adulte est observé dans les prairies chaudes, arides et caillouteuses, sur sol calcaire. La chenille se nourrit de graminées, principalement de sésuvie. On rencontre enfin également le **Petit Agreste**, encore appelé Mercure, une espèce en net déclin dans la partie septentrionale de son aire de répartition géographique.

Cette ZNIEFF de type I fait partie du regroupement de zones inventoriées au sein de la ZNIEFF de type II « ensemble fonctionnel de la vallée du Drac et de ses affluents à l'amont de Notre Dame de Commiers » (3828).

ZNIEFF I : Ravins et pelouses de la Croix haute (38310005)

Le Trièves est une région naturelle à la personnalité bien marquée, qui marque le prolongement méridional du sillon alpin ; il s'évase autour de la vallée du Drac et s'insère entre les reliefs élevés du Vercors, du Taillefer et du Dévoluy. Surtout dans sa partie sud, il possède déjà quelques traits méridionaux annonçant les Alpes du sud. Au bord de la RN 75, très fréquentée, les zones boisées parsemées de prairies de fauche, prairies humides et de pelouses de la Croix Haute possèdent une grande richesse écologique. Les papillons sont nombreux et contribuent de façon primordiale à la valeur du site. Ainsi, l'**Apollon** est un très bon planeur capable de parcourir de grandes distances. Avec ses ailes blanches rehaussées de nervures noires, le **Semi-Apollon** vole dans les prairies humides où poussent les légumineuses nourricières de ses larves. Quant au remarquable **Damier de la Succise**, il est inféodé à une plante particulière, la Succise des prés ; en effet, les oeufs sont pondus au dos de ses feuilles, dont la chenille se nourrit par la suite. **Si la Succise des prés est amenée à disparaître, alors le papillon disparaîtra avec elle...** La protection de ce papillon est considérée comme un **enjeu européen** du fait de la raréfaction généralisée de ses milieux de vie. L'**Azuré du serpolet** est un hôte des montagnes qui vit dans les prés et pelouses plutôt arides où pousse le thym, dont se nourrit la chenille. La fermeture progressive des milieux naturels

constitue l'une des menaces qui pèsent sur les populations de cette espèce.

Zones naturelles

ZN1-35 / Col de Mens

Zone forestière avec présence de nombreuses espèces végétales patrimoniales. Les zones rocheuses aux alentours du Col sont également propices à l'avifaune rupestre. L'exploitation forestière peut présenter une menace pour ces espèces.

ZN1-30 / Forêt du Tournavon

De nombreuses espèces végétales patrimoniales sont présentes sur le secteur. Des observations répétées d'aigle royal laissent supposer une sensibilité particulière vis-à-vis de cette espèce (nidification possible et territoire de chasse).

Zones humides

L'inventaire des zones humides du département établi par AVENIR (Conservatoire des Espaces Naturels) recense une zone humide de plus de 1 ha et une zone humide ponctuelle.

La zone humide de l'Ebron concerne les communes de Lalley, Prébois, St Maurice en Trièves et Tréminis. Elle a une surface totale de 83 ha sur 10 km de long. Sur Tréminis, elle concerne le torrent de l'Ebron, mais également les ruisseaux du Sauvey, de la Sibeyre, des Chaberts et du Rapidet. La zone humide est délimitée par la zone de balancement des eaux, de crues, les zones d'inondation, ainsi que la fluctuation de la nappe. Elle est caractérisée par la présence d'une végétation hygrophile.

C'est une zone de connexion biologique (continuité avec d'autres milieux naturels), une zone d'échanges et de passages et constitue ainsi un corridor écologique (faune, flore) intégré au REDI.

La zone humide du Pravet

Située à la confluence de deux ruisseaux, cette zone humide s'est en partie établie sur des alluviaux grossiers, une partie reste tourbeuse avec des touradons de carexs entourés d'une Saussaie marécageuse. On y recense un habitat communautaire au titre de la Directive Habitat.

La zone humide du Pravet a plusieurs fonctions hydrologiques ; elle ralentit les ruissellements liés aux fortes pentes, et permet ainsi recharge et protection des nappes phréatiques. Elle est à la fois source et réservoir d'eau.

C'est une zone de stockage d'eau sur un replat, et constitue un réservoir d'eau potable pour la commune.

Les prélèvements d'eau ainsi que l'exploitation forestière présents sur la zone sont susceptible de modifier ses caractéristiques.

Espaces naturels sensibles

Aucun site Espace Naturel Sensible n'existe pour l'instant sur le territoire communal.

La zone humide du Pravet est considérée comme un ENS « potentiel », en raison de son intérêt écologique et hydrologique. Un projet de labellisation est en cours de consultation auprès des instances représentant le monde agricole, de la chasse, de la pêche et les forestiers. Ensuite, les avis seront croisés avec ceux des élus de la commune et du Département afin de valider – ou non- la labellisation.

L'enjeu de l'inscription de cette zone en ENS est d'éviter le boisement des secteurs ouverts du marais et éventuellement de restaurer les zones ayant été boisées, suite leur exploitation.

Pelouses sèches

Présence sur la commune de pelouses sèches remarquables telles qu'inventoriée dans la ZNIEFFI Prairie sèche du Cros de l'Osier.

Site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur le territoire communal.

Continuums écologiques

La logique des réseaux écologiques est également mise en avant sur la

commune, avec notamment :

- le **Réseau écologique du Département de l'Isère (REDI)**, issu d'un travail de modélisation théorique de la structure paysagère, des biotopes remarquables, des continuums et des corridors, qui permet de visualiser l'ensemble des réservoirs dits prioritaires, les espaces protégés au niveau national, les continuums de type forestier, aquatique et prairie thermophile. Il permet également de tracer les différents axes de déplacement de la faune et apporte ainsi des informations sur les obstacles et points de conflit observés sur le terrain.

Des **continuums écologiques forestiers** ont été mis en avant dans les travaux dirigés par le Service environnement du Conseil départemental. Ces continuums doivent donc être préservés, dans le cadre de la réglementation de boisements. Il s'agit notamment :

- de préserver les continuums boisés qui servent de couloir de déplacements pour la faune ;
- de préserver les milieux agricoles extensifs qui peuvent également servir de zone de développement.
- La commune de Tréminis est en elle même un continuum forestier traversées de nombreux passage de la faune au sein des massifs forestiers et au travers des alpages qui assurent la jonction d'un corridor à l'autre. Les seuls points de vigilance concernant ces continuums sont les routes qui constituent un danger ponctuel sur les axes de passage.

La réglementation de boisements veillera à intégrer ces enjeux de préservation des différents milieux cités.

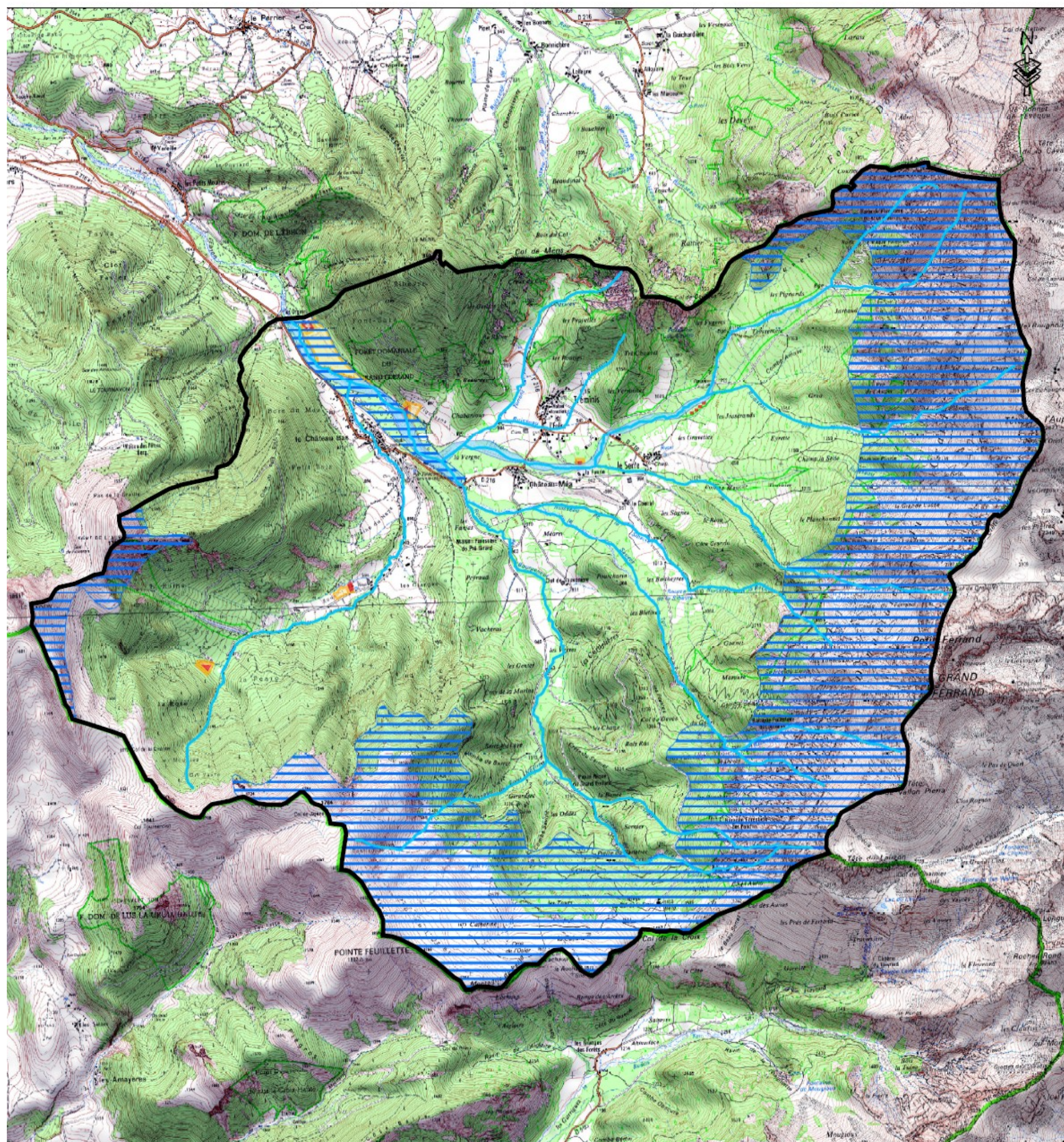
Les captages d'eau potable

Trois captages d'eau potable sont opérationnels sur la commune de Tréminis :

- Les Sagnes
- Le Josserand
- Le Chabert Aval

La nécessaire préservation de la qualité de la ressource en eau implique une occupation et une valorisation raisonnée des sols autour de ces prélèvements d'eau.

La réglementation de boisements veillera à confirmer ces enjeux de préservation et de pérennisation de la qualité des eaux brutes destinées à l'alimentation en eau potable.



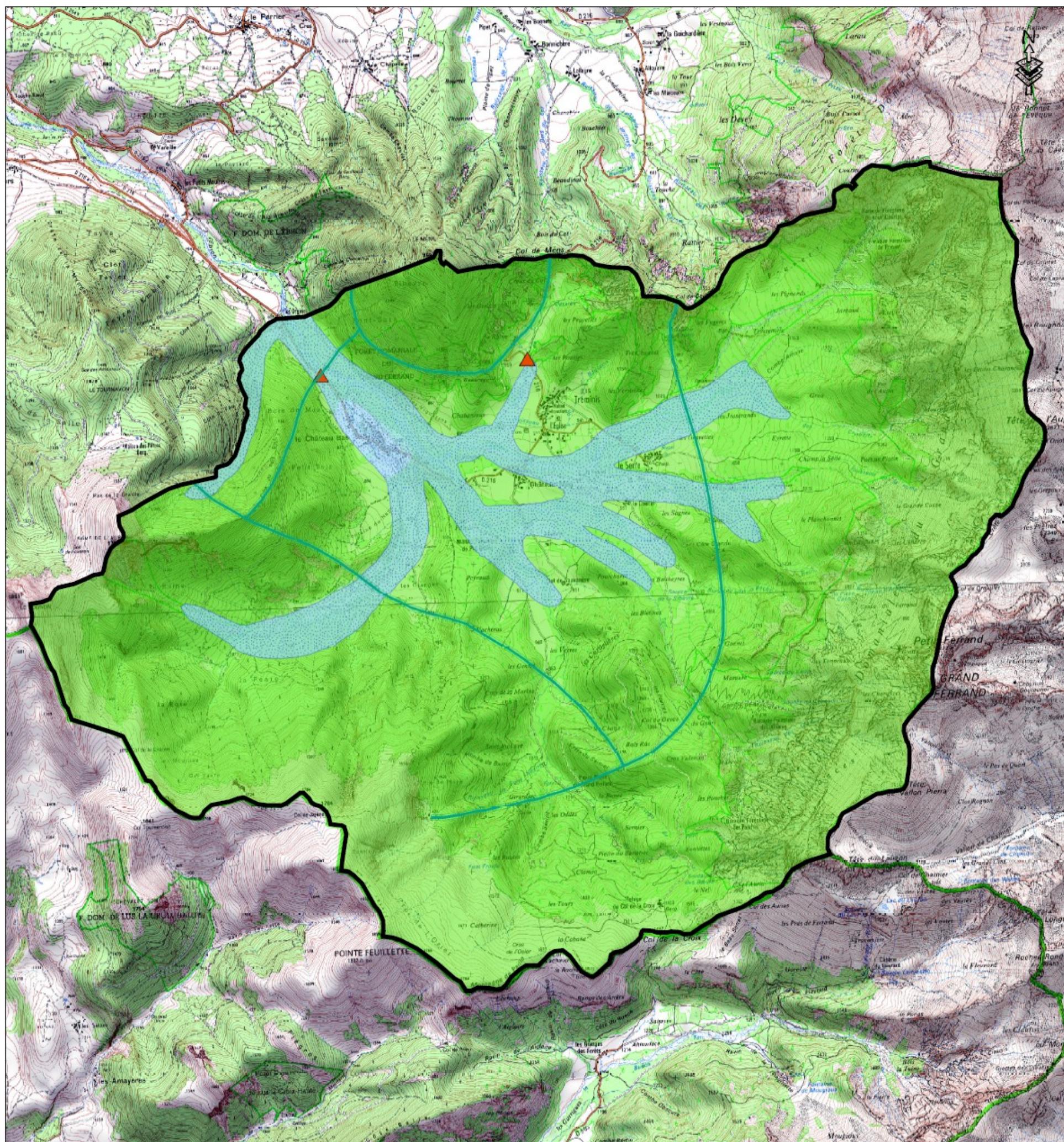
0 0,75 1,5 3 Kilomètres

Echelle pour une impression en A3: 1:37 930

Révision de la réglementation de boisements

Boisements et environnement REDI

Tréminis



0 0,75 1,5 3 Kilomètres

Echelle pour une impression en A3: 1:37 930

isère
LE DÉPARTEMENT
www.isere.fr

safer
Rhône-Alpes

**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
ISÈRE

**DONNÉES
IGN**

© IGN - Cartographie - Carte réalisée le 01/12/2008
Nom du document ArcMap: G:\CARTO\projets_globaux\isere\tréminis\reglementation_boisement\reglementation_lot_3\lot3_A3_section.mxd
Sont RPS, Service producteur des données : Ministère de l'Agriculture
BD Carthage - IGN 1985 - copies et reproduction interdites
©IGN-PARIS/CA38 - Cartographie
Tous droits réservés. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la IGN est formellement interdite.
BD Carthage - IGN 1985 - copies et reproduction interdites - Licence d'exploitation n°10 611
Prix de vente 1990 - Prix de vente 2003

- Axes faune (15)
- ▲ Points de conflit (2)
- Continuum Hydrologique (1)
- Continuum Forestier (1)

Les surfaces cadastrées en bois sur la commune de Tréminis

Les surfaces cadastrées en nature de bois sur la commune de Tréminis sont majoritaires. Elles représentent 2517ha, soit 50 % de la surface cadastrale totale de la commune

Les surfaces boisées recensées au cadastre se répartissent en trois grands types: les **taillis simples** occupent une surface au cadastre de **968 ha**. Les **futaies mixtes** occupent une surface au cadastre de **825 ha**. Enfin, les **futaies résineuses** occupent une surface au cadastre de **724 ha**.

La structure foncière des espaces boisés

Ensemble des surfaces boisées	Nombre de parcelles boisées	Surface totale des parcelles boisées	Nombre de comptes de propriétés	Surface moyenne par parcelle	Surface moyenne par compte de propriété
	2143	2517 ha	245	1 ha	10 ha

Les espaces boisés de la commune de Tréminis sont relativement bien structurés d'un point de vue foncier, avec une surface moyenne par parcelle de l'ordre de un hectare. La surface moyenne par compte de propriété est assez élevée, soit 10 ha.

Il s'agit cependant de valeurs moyennes, qui tendent à dissimuler une réalité parfois beaucoup plus contrastée, les surfaces s'échelonnant de 15 m² à 1610ha.

Parcelles boisées communales	Nombre de parcelles boisées	Surface totale des parcelles boisées	Surface moyenne par parcelle
	347	1610 ha	4,6 ha

La Commune de est le plus gros propriétaire d'espaces boisés recensé sur la commune. Ceci est dû à la présence de la forêt communale. L'État possède 75 parcelles boisées pour une superficie totale de 159ha. L'ONF (Etat ou département, non précisé au Cadastre), possède 25 parcelles d'un total de 75ha.

Les espaces boisés classés (EBC)

De nombreuses parcelles, d'une surface totale de **2885 ha** environ, ont fait l'objet d'un classement au titre des espaces boisés classés (EBC) au Plan d'Occupation des Sols (POS) : il s'agit de terrains à protéger étant donné leur rôle écologique, paysager et de prévention des risques naturels. Ce classement en EBC est rendu caduc par la fin du POS en janvier 2016, et n'apparaîtra donc pas dans la réglementation des boisements.

Autres enjeux liés à la présence des boisements

Outre leur fonction paysagère, les boisements jouent aussi un rôle important :

- dans la limitation du risque d'érosion, en particulier sur les terrains en pente ;
- dans la gestion qualitative de la ressource en eau, puisque les boisements permettent de limiter les fuites d'intrants (produits phytosanitaires et nitrates) vers les rivières et les nappes ;
- dans la préservation de la biodiversité, en servant d'habitat notamment à la faune sauvage.

Les exonérations fiscales liées aux parcelles boisées

Les bois et forêts peuvent dans certains cas être exonérés de la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFNB), en vertu des articles 1394-B bis, 1395 et 1396 du Code Général des Impôts, et du Décret 2006-253 du 23 mars 2006 (pour les régénérations naturelles ou futaies irrégulières). Sont concernés :

* les boisements ou reboisements par plantation

Exonération totale de la TFNB durant :

- 30 ans pour les boisements réalisés avant le 1er janvier 2002,
- 10 ans pour les boisements en peupliers effectués après le 1er janvier 2002,
- 50 ans pour les boisements en feuillus hors peupliers effectués après le 1er janvier 2002.

* les régénérations naturelles

Pour les futaies et taillis-sous-futaie, hors peupleraies, ayant fait l'objet d'une régénération naturelle réussie, exonération totale de la TFNB durant :

- 30 ans pour les régénérations naturelles de résineux
- 50 ans pour les régénérations naturelles de feuillus

La régénération naturelle est considérée comme réussie si elle porte des semis naturels, éventuellement complétés par plantation, dont la hauteur est comprise entre 1,5m et 6m, présents en densité minimale de 1500 tiges/ha d'essences forestières en station, également répartis sur au moins 70% de la parcelle mise en régénération naturelle.

* les futaies irrégulières

La taxe foncière est réduite de 25% pour les bois en état de futaie irrégulière en équilibre de régénération pendant les 15 années suivant la constatation de cet état. Cette exonération est renouvelable par périodes de 15 ans. La futaie irrégulière est considérée comme en état d'équilibre si elle comporte au moins 100 tiges/ha de franc pied, de hauteur comprise entre 3m et 10m, réparties sur au moins 1/4 de la parcelle de manière cohérente avec la structure des classes de diamètre.

Par ailleurs, l'article 793 2-2° du Code Général des Impôts, permet d'exonérer « [...] les successions et donations entre vifs, à concurrence des trois-quarts de leur montant, intéressant les propriétés en nature de bois et forêts ». Ce régime particulier est couramment appelé « Amendement Monichon ».

En contrepartie, le bénéficiaire s'engage, pour lui et ses ayants cause, à notamment « appliquer pendant trente ans aux bois et forêts objets de la

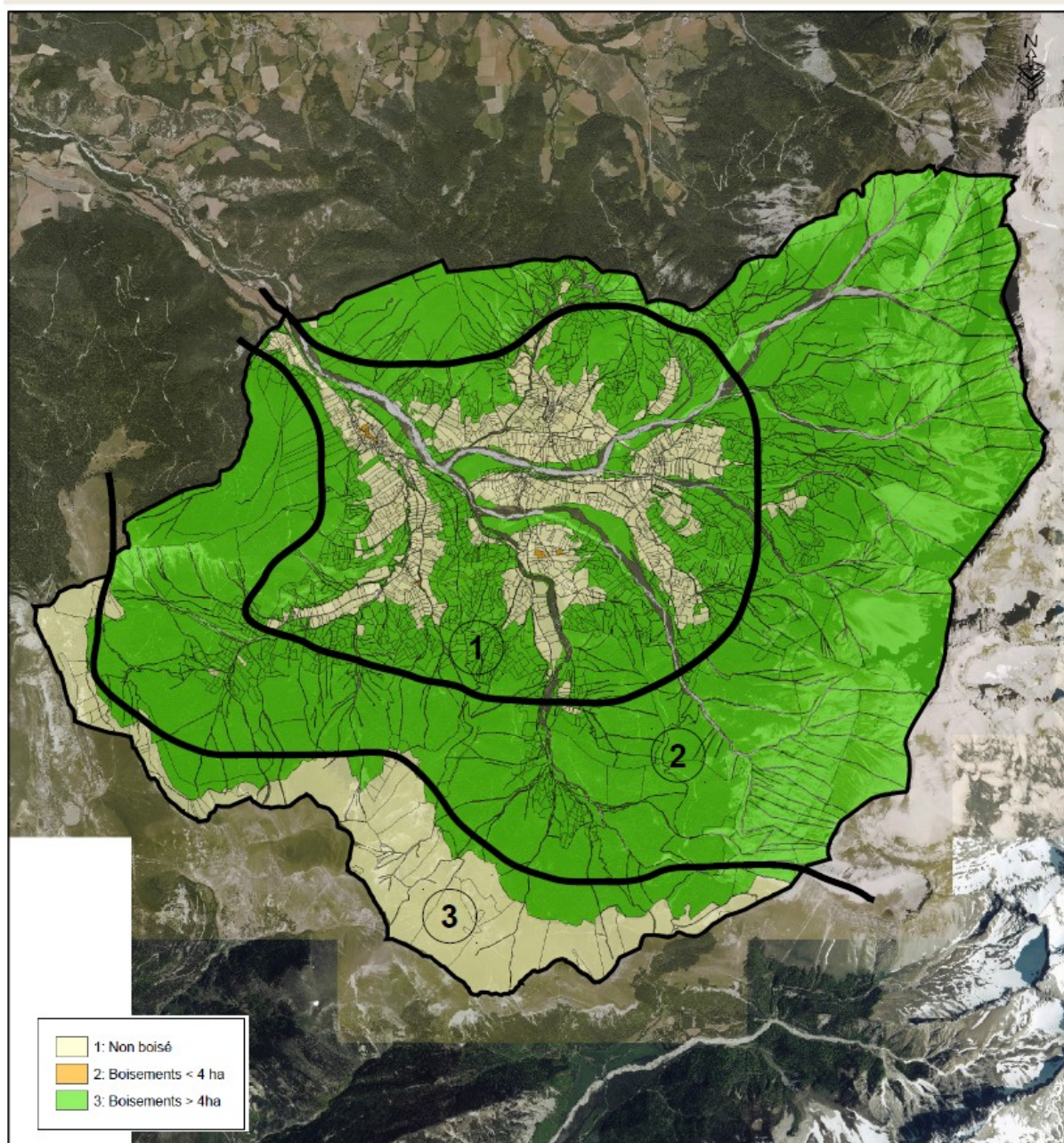
mutation l'une des garanties de gestion durable prévues aux articles L. 124-1 à L. 124-4 et à l'article L. 313-2 du [Code Forestier] ».

Toutefois, ce même article précise que l'engagement est réputé définitivement satisfait « à concurrence d'une fraction de la valeur des biens exonérée déterminée par le rapport entre la superficie des biens [...] et la superficie totale des biens sur lesquels l'engagement a été souscrit » pour les « [...] bois et forêts faisant l'objet d'une interdiction de reconstituer les boisements après coupe rase en application des deuxième à neuvième alinéas de l'article L. 126-1 du Code rural et de la pêche maritime ».

Ainsi, un propriétaire qui a bénéficié des avantages fiscaux du régime dit « Monichon » et qui se verrait dans l'impossibilité de reboiser une parcelle sise dans le périmètre interdit de la réglementation de boisement, serait réputé avoir satisfait aux engagements souscrits.

Une dizaine de parcelles cadastrales bénéficient de ces exonérations sur la commune de Tréminis. Cependant, ceci n'a pas d'impact dans le choix de la zone de la réglementation de boisements.

Synthèse des enjeux



Carte 6: Synthèse des enjeux

Au vu du croisement de la problématique « boisement » avec chacune des thématiques analysées précédemment, il apparaît que le territoire de la commune de Tréminis peut se segmenter en trois zones, présentant chacune des enjeux particuliers.

Zone 1 – Bourg et hameaux de Tréminis

L'essentiel de la zone urbanisée et des espaces agricoles de Tréminis s'organise en une structure en « doigts de gants » autour de l'Ebron.

Dans cette zone que borde la forêt, l'enjeu de **maintien des milieux ouverts** est très présent, autant d'un point de vue **agricole** et **paysager** que d'un point

de vue du « **risque incendie** »

Zone 2 – Espaces boisés

La **zone 2** est essentiellement boisée. Le **maintien des boisements** apparaît comme le premier enjeu de cette zone. La majorité de cette forêt est soumise au régime ONF (production forestière). Il s'agit de plus d'un continuum forestier à préserver. Cependant, il reste encore **certaines parcelles agricoles** qu'il convient de garder non boisées d'un point de vue activité économique et d'un point de vue paysager ou environnemental.

Zone 3 – Zone d'alpages

La **zone 3** concerne l'alpage, qui contribue au patrimoine agricole, naturel paysager, et touristique de la commune. Le maintien de l'ouverture de cet alpage n'est pas contestable.

Cette synthèse a servi de base de réflexion et de discussion aux membres de la sous-commission pour aboutir au projet de réglementation présenté ci-après.

BILAN DE LA PRÉCÉDENTE RÉGLEMENTATION DE BOISEMENTS

Depuis l'entrée en vigueur de la précédente réglementation le 15 février 2001, aucune demande d'autorisation de boisement n'a été formulée. La dernière demande d'autorisation de boisement sur la commune date de 1996.

Dans cette réglementation, trois périmètres avaient été définis : un périmètre libre de boisement, un périmètre réglementé et un périmètre interdit. Dans le périmètre réglementé des distances de recul avaient été établies :

- 10 m de recul (résineux) / fonds agricoles voisins
- 6 m de recul (autres essences) / fonds agricoles voisins
- 4 m de recul (sapins de Noël) / fonds agricoles voisins
- 6 m de recul / axe des chemins ruraux
- Aucune distance de recul définie par rapport au bâti et aux cours d'eau

La conduite de démarche

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'est réunie pour la première fois le **29 juillet 2015**. Cette réunion a été l'occasion pour le Conseil Départemental et le prestataire chargé d'accompagner les travaux de la CCAF (groupement d'études composé de la Safer Rhône-Alpes et de la Chambre d'Agriculture de l'Isère) de rappeler le fondement de la démarche et les différentes étapes de sa mise en œuvre.

Au cours de cette réunion, une sous-commission a été instituée, composée de membres de la CCAF (représentants d'exploitants agricoles, de propriétaires forestiers, de propriétaires fonciers et d'élus), chargée de suivre les travaux du prestataire et de préparer les futures réunions de la CCAF.

La commission demande au Conseil Départemental de l'Isère que soient édictées des **mesures conservatoires**, au titre de l'article R 126-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime, afin d'interdire, durant la période d'élaboration de la nouvelle réglementation, tout nouveau boisement sur les secteurs non boisés de la commune. La sous commission transmettra au conseil départemental le zonage des parcelles non boisées.

La sous-commission s'est réunie 3 fois entre la première et la deuxième réunion de la CCAF¹ :

Le 14 octobre 2015

Un prétraitement cartographique a permis de repérer les **massifs boisés de plus de 4 ha**, les **massifs boisés de moins de 4 ha** et **secteurs non boisés**. Ce prétraitement a toutefois dû être complété afin d'affiner les limites des massifs, et de vérifier si les parcelles situées en périphérie – et parfois en limite de zones bâties – doivent être considérées ou non comme boisées.

A partir de ce pré-traitement et en croisant d'autres informations (photo aérienne de 2003, déclarations PAC de 2014, aides PEZMA, ...), la sous-commission se prononce pour reclasser les parcelles dans chaque catégorie.

Toute la commune est passée en revue pour classer chaque parcelle. Les membres de la sous-commission s'accordent pour découper le moins de parcelles possibles. Toutes les parcelles à dominante agricole (avec une bordure boisée) sont donc classées en non boisées. Seules les parcelles vraiment mixte (50% / 50%) sont redécoupées.

La connaissance du territoire par les membres du groupe de travail a permis de lever l'essentiel des interrogations sur les limites des massifs.

De plus, en vue de préparer le diagnostic communal, un examen des thématiques à traiter, des **références bibliographiques** disponibles et des **personnes ressources** à rencontrer a été réalisé.

¹Voir les comptes rendus des sous-commissions en annexe.

Enfin, les membres du groupe de travail ont ensuite entrepris, avec Mme Aurélie VILLATE de la Chambre d'Agriculture, un travail de **localisation et d'identification des bâtiments agricoles** sur la commune.

Le 2 mars 2016

La **trame du diagnostic communal** et des **principaux enjeux** ayant trait aux boisements a été validée, de même que la Carte 6: Synthèse des enjeux (p.28). La sous-commission a apporté des précisions et compléments dans chaque thématique abordée.

Une **ébauche de zonage** est de plus présentée et des premières modifications sont réalisées.

Le diagnostic a permis d'identifier trois secteurs avec des enjeux différents. Les prestataires insistent sur l'importance de délimiter un périmètre réglementé. En effet, la durée d'interdiction du périmètre interdit est fixée à 15 ans. A l'issue de ces 15 ans, les périmètres interdits deviennent d'office des périmètres réglementés (délibération de cadrage). En l'absence de périmètres réglementés, les périmètres interdits deviennent à échéance des périmètres libres.

Voici les principes qui ont été retenus :

- secteurs non boisés actuellement
 - → périmètre interdit
 - sauf parcelles isolées dans un massif boisé et soumise au régime ONF libre (*l'analyse montrera qu'aucune parcelle n'est concernée par cette exception*)
- massif boisé de plus de 4 ha
 - → périmètre libre
- zone de transition possédant encore un potentiel agricole
 - → périmètre réglementé

La limite des alpages est par ailleurs rectifiée en fonction des parcelles soumises à l'ONF (périmètre libre) ou non (périmètre interdit).

Les **prescriptions** dans la zone réglementée sont proposées à partir de l'ancienne réglementation de boisement et de la délibération de cadrage du conseil départemental.

Le 13 juillet 2016

La sous-commission a finalisé les **propositions de périmètres et de règlement** qui seront soumis à la CCAF. De manière générale :

- les espaces boisés de plus de 4 ha ont été classés en périmètre libre, ainsi que les parcelles isolées au milieu d'un massif forestier et soumis au régime ONF,

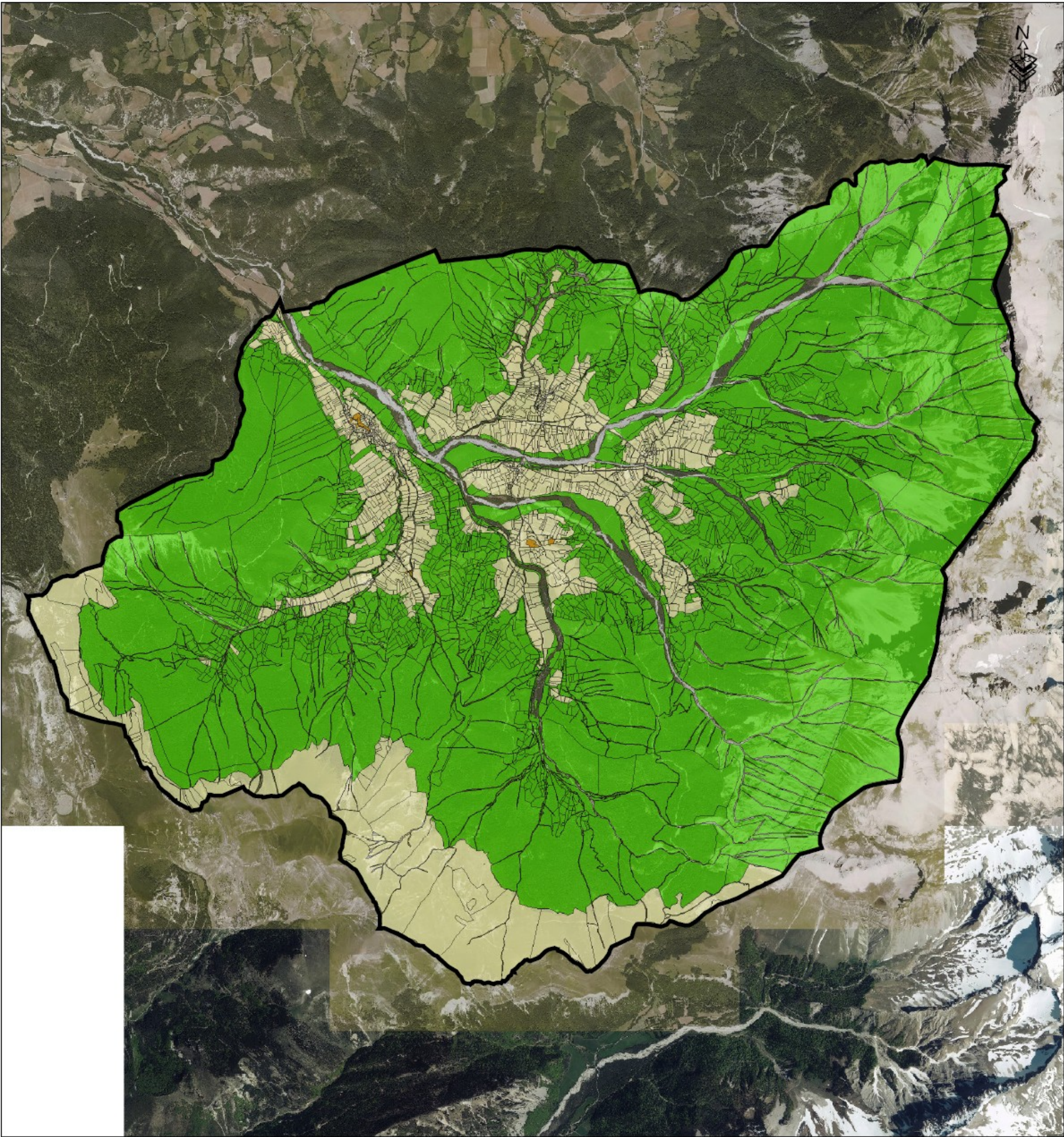
- tous les espaces ouverts et urbanisés, ont été classés en zone interdite,

Il est rappelé à cette occasion que le POS de Tréminis est caduque depuis le 1^{er} janvier 2016, et que le conseil municipal n'envisage pas la réalisation d'un nouveau PLU. La commune est donc au RNU. Les espaces anciennement classé en EBC redeviennent donc des espaces soumis à la simple réglementation de boisement.

Parallèlement aux réunions de la sous-commission, le prestataire a procédé à une visite de terrain et à un certain nombre d'entretiens avec les acteurs du territoire (élus, agriculteurs, forestiers et propriétaires fonciers, personnes intéressées au titre de la protection de l'environnement) pour, notamment :

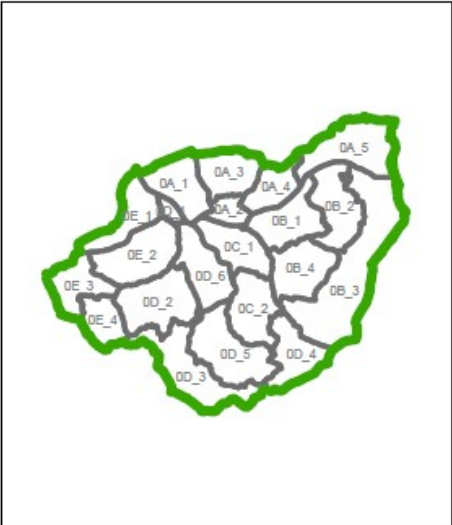
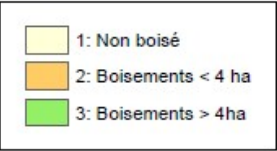
- affiner le classement des parcelles incluses ou attenantes à un massif boisé,
- valider les enjeux liés aux boisements,
- recueillir les souhaits de chacun concernant la future réglementation.

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'est à nouveau réunie le **12 septembre 2016**, et a proposé au Conseil Départemental son projet de réglementation de boisements pour la commune de Tréminis (carte page suivante).



0 0,75 1,5 3 Kilomètres

Echelle pour une impression en A3: 1:37 850



Carte 7: Massifs boisés

Les principes retenus pour l'élaboration de la réglementation de boisements

A quelques exceptions près, explicitées dans les différentes étapes de la démarche, les principes retenus pour le classement des parcelles ont été appliqués à l'ensemble du territoire communal, à savoir

Délimitation du périmètre interdit

Dans un souci de maintien des espaces ouverts (paysage) et de protection des espaces agricoles (économie), **tous les espaces actuellement non boisés ont été classés en périmètre interdit.**

Pour rappel, la durée d'interdiction est fixée à 15 ans à compter de la délibération départementale fixant la délimitation des périmètres et des règlements. A l'issue de ces 15 ans, les périmètres interdits deviennent d'office des périmètres réglementés, sous réserve que ce zonage soit traduit dans la réglementation préexistante.

Délimitation de la zone réglementée

Les zones de transition ayant un fort potentiel agricole ont été classées en périmètre réglementé, permettant ainsi leur reconquête par l'activité agricole si le besoin se présente.

Délimitation de la zone libre

Étant donné que les **boisements de plus de 4 ha** ne peuvent être soumis à la réglementation de boisements, ceux-ci ont **tous été classés en zone libre.**

La répartition des parcelles de la commune de Tréminis entre les différents périmètres de la réglementation de boisements se fait de la façon suivante :

	Réglementation de 2016	Réglementation de 2001
Périmètre interdit	891 ha	997 ha
Périmètre réglementé	7 ha	7 ha
Périmètre libre	3706 ha	3600 ha

Les prescriptions applicables en périmètre réglementé dans la réglementation de boisements

Le règlement du périmètre réglementé a été établi conformément aux prescriptions de la délibération de cadrage du Conseil départemental.

En cas de boisement ou de reboisement, les distances de recul vis-à-vis proposées sont, quelles que soient les essences :

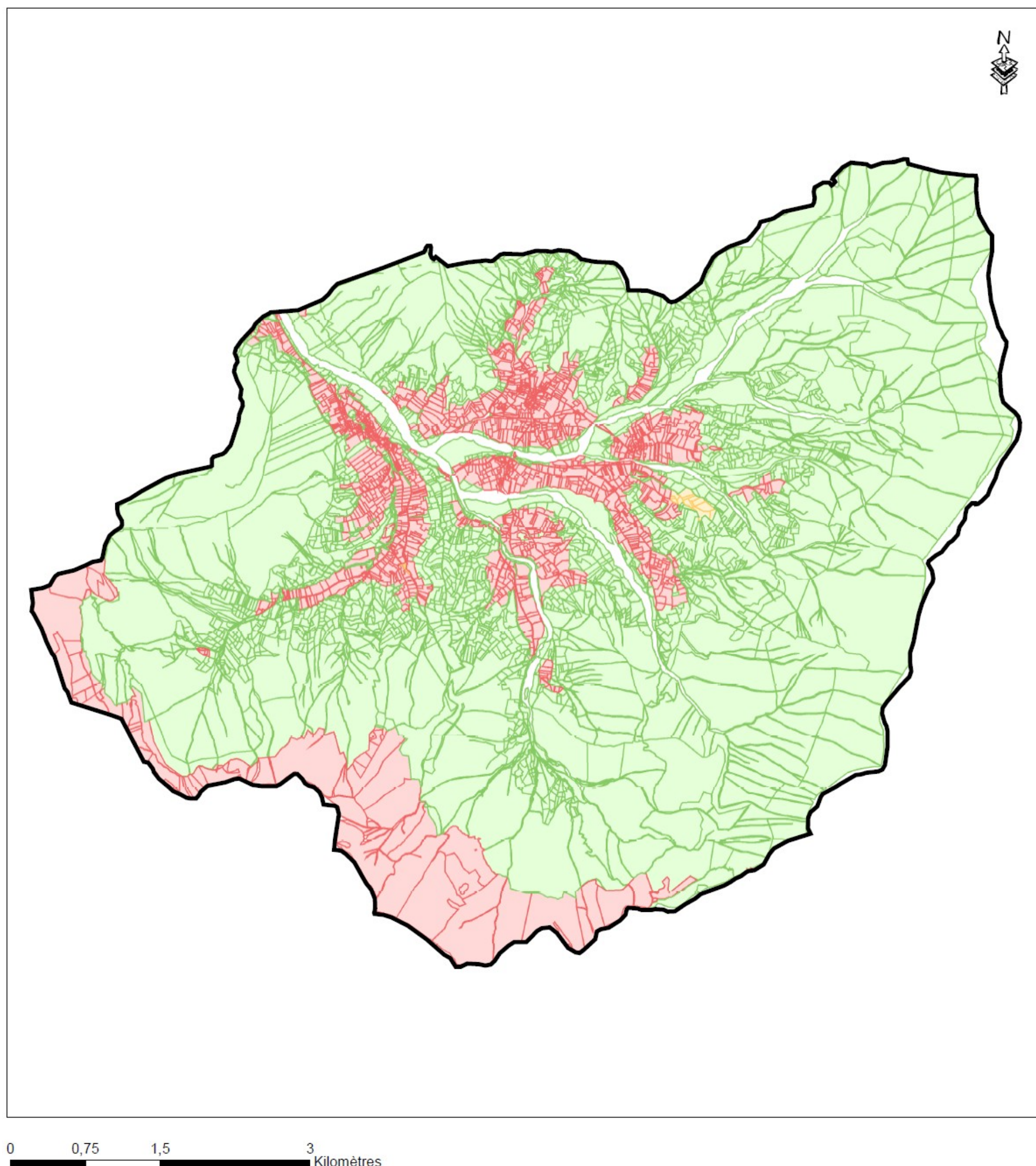
- Par rapport aux fonds agricoles voisins non boisés : la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une parcelle agricole, devra être de 10 mètres par rapport à la limite de la parcelle.
- Par rapport à la voirie publique départementale ou communale ou rurale : la distance minimale de recul à respecter, à partir de la limite de voirie du domaine public (nationale, départementale et communale) et privée (rurale) est de 6 mètres.
- Par rapport aux chemins ruraux : la distance minimale de recul à respecter est de 6 mètres à l'axe. Une vérification de la légalité de cette disposition devra être faite.
- Par rapport aux habitations et zones de loisirs : en cas de nouveau boisement, la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une habitation ou une zone de loisirs, est de 30 mètres par rapport au mur de l'habitation ; en cas de reboisement, de 6 mètres par rapport à la limite de la parcelle.
- Par rapport aux berges d'un cours d'eau : la distance de recul à respecter devra être de 10 mètres par rapport aux sommets des berges du cours d'eau.

Il est rappelé que les sapins de Noël font l'objet d'une réglementation spécifique et n'entrent pas dans le champ de la réglementation de boisement. Il en va de même pour les vergers.

Révision de la réglementation de boisements

Réglementation

Tréminis



0 0,75 1,5 3 Kilomètres

Echelle pour une impression en A3: 1:37 930

isère
LE DÉPARTEMENT
www.isere.fr

safer
Rhône-Alpes

**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
ISÈRE

REGLEMENTATION

- Périmètre libre
- Périmètre réglementé
- Périmètre interdit

**DONNÉES
IGN**

© CA38 - Cartographie - Carte réalisée le 02/12/2016
Nom du document Arcgis: G:\CA38\projets_gis\boisements\reglementation\reglementation_tot_3\lot3_A3_section.mxd
Donc RPD, Service producteur des données: Ministère de l'Agriculture
BD Carthage - IGN 1995 - copies et reproduction interdites -
GIGN-PAIS/CA38 - Cartographie
Les données au carte IGN contenues dans ce document sont issues des dernières Editions IGN® - www.ign.fr
BD carthage - IGN Paris 2008 - copies et reproduction interdites - Licence d'exploitation n°10 611
Prise de vue 1995 - Prise de vue 2002

Procès-verbal de la CCAF n°1 du 29 juillet 2015

Commission communale d'aménagement foncier de Tréminis Procès-verbal de la réunion du 29 juillet 2015

L'an 2015, le 29 juillet à 8 heures 30 s'est réunie en mairie de Tréminis, la commission communale d'aménagement foncier (CCAF) de Tréminis, constituée par arrêté du Président du Département de l'Isère en date du 16 juin 2015, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre Requillart, désigné par le Tribunal de Grande Instance.

Après avoir été régulièrement convoqués, étaient présents avec droit de vote :

- M. Jean-Pierre Requillart, Président de la commission (titulaire)
- M. Frédéric Aubert, maire de Tréminis (titulaire)
- M. Claude Morin, conseiller municipal (titulaire)
- M. Hervé Robin, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- M. Gérard Gauthier, propriétaire de biens fonciers non bâtis (suppléant)
- M. Christian Zanardi, exploitant agricole (titulaire)
- Mme Jacqueline Bonnet, propriétaire de biens foncier forestiers (titulaire)
- M. Jean-Claude Gras, propriétaire de biens foncier forestiers (titulaire)
- M. Robert Zanardi, propriétaire de biens foncier forestiers (suppléant)
- Mme Yvonne Coing-Belley, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- M. Dorian Obry, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- M. Rémi Fonters, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (suppléant)
- Mme Valérie Vernisse, Département de l'Isère (suppléant)
- M. Bernard Philip, Département de l'Isère (suppléant)
- M. Patrick Stagnoli, représentant de l'ONF (titulaire)

Etait excusé en ayant transmis un pouvoir :

- M. Christian Boulais, représentant des services fiscaux (titulaire), pouvoir transmis à M. Jean-Pierre Requillart

Assistaient également à la réunion sans droit de vote :

- Mme Aurélie Villatte, Chambre d'agriculture de l'Isère, prestataire pour le compte du Département
- M. Marc Gaillet, SAFER Rhône Alpes, prestataire pour le compte du Département

Etaient excusés :

- Mme Frédérique Puissat, représentant du Président du Département (titulaire)
- M. Christian Coigné, représentant du Président du Département (suppléant)
- M. Eric Arthaud, propriétaire de biens foncier forestiers (titulaire)
- M. Emile-Henry Perret, propriétaire de biens foncier forestiers (titulaire)
- Mme Hélène Foglar, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- M. Patrick Prudhomme, Département de l'Isère (titulaire)
- Mme Cécile Lavoisy, Département de l'Isère (titulaire)

Le secrétariat de la séance est assuré par Mme Amandine Lemerrier, Département de l'Isère.

Le Maire de Tréminis ouvre la séance et souhaite la bienvenue à tous les participants de cette commission. Il explique que la première réglementation de boisement de Tréminis date de 1986 et l'actuelle de 2001. Cette dernière ayant aujourd'hui un périmètre interdit caduque, la commune a souhaité lancé une démarche de révision de ce document afin d'avoir une réglementation opérationnelle.

Le Président de la commission poursuit en expliquant ce qui a évolué depuis la dernière réglementation de 2001, à savoir que la compétence liée à la réglementation des boisements est depuis 2006 une compétence du Département et non plus de l'Etat (DDAF). De plus, la présidence de ce type de commission est confiée à un commissaire enquêteur nommé par le Tribunal de Grande Instance et non plus à un juge.

Enfin, les enjeux auxquels doivent concourir toutes réglementations de boisement ont évolué ; auparavant centrés sur les enjeux agricoles, ils se sont élargis aux enjeux du paysage, des milieux naturels, de l'eau et des risques naturels. La composition des commissions communales a donc évolué avec plus de collèges représentés, ainsi la commission de Tréminis compte 21 membres titulaires et 17 suppléants.

Un tour de table est réalisé pour que chacun se présente et la feuille d'émargement est remplie.

Le Président constate que la commission réunit les conditions pour délibérer valablement en application de l'article R.121-4 du code rural car le quorum est atteint (16 membres sur 21 ayant voix délibérative).

Mme. Amandine Lemerrier excuse Frédérique Puissat, Christian Coigné, Eric Arthaud, Emile-Henry Perret, Hélène Foglar, Patrick Prudhomme et Cécile Lavoisy pour leurs absences.

1. Présentation de la procédure et des modalités de réalisation de la réglementation de boisement

- Présentation de la procédure : exposé de Mme Amandine Lemerrier, secrétaire de la commission

La présentation est annexée au présent procès-verbal. Elle fait notamment référence à la délibération cadre du Département adoptée le 13 mars 2015 envoyée à tous les membres de la commission avec la convocation et dont les points clés sont détaillés lors de la présente réunion.

La réglementation de Tréminis devra être compatible avec cette délibération cadre.

Le Président insiste pour que tous les membres étudient de près ce cadre qui précise les limites et possibilités inhérentes à cette réglementation qui est un outil, à côté d'autres, d'aménagement de l'espace. La procédure de réglementation de boisement est aussi l'occasion de réfléchir et d'alimenter la réflexion de la commune sur l'évolution de son document d'urbanisme.

Le Président précise bien que la portée de la réglementation de boisement a ses limites, tous les secteurs de la commune ne peuvent pas être réglementés. Ainsi les périmètres interdits et réglementés ne peuvent concerner que des secteurs non boisés ou bien des secteurs boisés de moins de 0,5 ha pour les ripisylves et forêts alluviales et de moins de 4 ha pour les autres massifs boisés (seuils de surface de la délibération cadre et sous réserve que ceux-ci ne soient ni des EBC, ni des espaces boisés dont la conservation est nécessaire pour un des motifs de refus possible de l'autorisation de défricher). Au-delà de ces seuils, les secteurs boisés sont d'office en périmètre libre.

Concernant les distances de recul par rapport aux voiries, le Président conseille de bien différencier dans la réglementation les voiries publiques (départementales et communales) et

celles privées affectées à l'usage du public (chemins ruraux) car les distances réglementaires de base fixées par les Codes correspondants diffèrent et pour cela de se rapprocher de leurs gestionnaires.

Une question est posée, à savoir qui surveille la bonne application de la réglementation de boisement.

M. Requillart répond que c'est le Département qui est chargé de l'application de la réglementation de boisement mais que la commune est concrètement la mieux placée pour donner un avis sur une demande individuelle de boisement ou de reboisement et pour attirer l'attention du Département en cas d'anomalie sur le terrain.

M. Requillart insiste sur l'importance de la communication : il conseille à la commune de diffuser largement l'information auprès des habitants et propriétaires sur la démarche en cours de révision de la réglementation de boisement et sur ses modalités d'application. C'est en informant le plus possible en amont que l'on facilite la mise en œuvre par la suite et le respect de la réglementation.

- Modalités de réalisation de l'étude : exposé de Mme Aurélie Vilatte, au titre de la Chambre d'agriculture de l'Isère prestataire

Mme Vilatte explique qu'un groupement de deux structures à savoir la Chambre d'agriculture de l'Isère et la SAFER Rhône Alpes sont missionnées par le Département pour l'élaboration des réglementations de boisement en Isère.

Mme Vilatte détaille les différentes étapes de l'étude et s'arrête sur le planning prévisionnel de réalisation de la réglementation de boisement. La durée totale de la procédure est de 15 à 24 mois (dont une enquête publique), la seconde commission communale ne se réunira donc que dans 8 à 12 mois pour valider la nouvelle réglementation de boisement. En attendant, le suivi du travail d'élaboration de la réglementation de boisement est confié à une sous-commission qui se réunira au moins trois fois et proposera un document pour examen et discussion à la commission communale.

Mme Vilatte fait ensuite un état des lieux des documents existants qui peuvent être utiles à la réalisation du diagnostic communal, cette liste est complétée en commission par les personnes présentes.

Mme Vilatte questionne ensuite la commission sur les personnes ressources à rencontrer en plus des membres de la commission, sont listés les structures suivantes : la Communauté de communes du Trièves, la DDT, ERDF, RTE et le RTM.

Enfin la liste des agriculteurs ayant un siège d'exploitation sur Tréminis établie par la Chambre d'agriculture est passée en revue avec les membres de la commission pour vérification et compléments.

Plusieurs questions sont posées suite à ce deuxième exposé :

- est-ce que l'on peut réglementer voire interdire les plantations sous les lignes haute tension ?

M. Requillart explique que ce problème n'est pas simple car il y a des servitudes particulières qui grèvent les parcelles traversées par les lignes électriques et que les propriétaires bénéficient d'une indemnité financière en contrepartie de cette servitude. D'autre part, il y a déjà obligation pour les propriétaires souhaitant mettre en place une culture ou plantation qui pourrait être préjudiciable à l'entretien ou à la sécurité dans la zone de servitude sous la ligne de passer une convention avec ERDF ou avec RTE. M. Requillart propose qu'ERDF et RTE soit rencontrés sur cette question particulière.

- la carte de l'ancienne réglementation (diapo 25) soulève la question du zonage dans lesquels sont mis les cours d'eau de la commune (qui apparaissent en grisé) ?

M. Requillart rappelle que les ripisylves d'une largeur de moins de 20 mètres sont exclues de la réglementation de boisement, par contre les distances de recul pour les périmètres réglementés s'appliquent bien à tous les cours d'eau. Ici les cours d'eau apparaissent en grisé car ces cours d'eau non domaniaux n'ont pas de numéro de parcelles cadastrales, les riverains étant propriétaires jusqu'au milieu de leur lit. Mme Lemerrier estime qu'il serait plus logique qu'ils soient colorés, comme cela se pratique actuellement.

2. Constitution d'une « sous-commission »

Le Président propose la création d'une sous-commission qui aura le rôle de suivre la réalisation de l'étude et proposer in fine les périmètres et prescriptions à la commission communale. M. Requillart précise bien que la commission communale peut très bien revenir sur certaines des propositions faites par la sous-commission si nécessaire et que la sous-commission peut aussi proposer plusieurs variantes si elle n'arrive pas à trouver un consensus, ce sera la commission communale qui tranchera.

La composition suivante est adoptée pour la sous-commission :

Mairie	Frédéric Aubert Claude Morin
Propriétaires de biens fonciers non bâtis	Hervé Robin
Exploitants agricoles	Christian Zanardi Eric Arthaud (à confirmer)
Propriétaires de biens fonciers forestiers	M. Barthalay (à confirmer) Mme Vial ou M. Perret (à confirmer)
Personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages	Hélène Foglar (à confirmer) Dorian Obry
Autres	Patrick Stagnoli (ONF)
Agent du Département	Amandine Lemerrier ou Anaïs Chion

Certaines personnes proposées n'étant pas présentes lors de la commission, la mairie contactera les absents après la commission pour avoir leur accord.

La date de la première sous-commission est fixée au mercredi 14 octobre à 14h.

L'animation et le secrétariat de cette sous-commission seront assurés par le groupement d'étude composé de la Chambre d'agriculture et de la SAFER, plus particulièrement par Aurélie Villatte. Les comptes rendus des réunions de la sous-commission seront envoyés, outre au président et au secrétaire, à tous les membres de la commission **à condition de la remise de leur adresse mail** et pourront être affichés en Mairie si la commune le souhaite.

Le Président propose de soumettre au vote le principe de la sous-commission et sa composition, étant convenu que celle-ci pourra être complétée ou ajustée, selon les réponses des membres proposés non présents aujourd'hui.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

3. Discussion sur les mesures transitoires à titre conservatoire

M. Requillart indique que le code rural et de la pêche maritime permet au Président du Département de prendre des mesures transitoires à titre conservatoire valable le temps de l'élaboration de la réglementation. Ainsi, il peut édicter à l'intérieur d'un périmètre défini et à

titre conservatoire des mesures d'interdiction ou de restriction des semis, plantations et replantations d'essences forestières. Pour cela, le Département souhaite recueillir l'avis de la commission.

Après discussion, la commission propose de réactiver le périmètre interdit de l'ancienne réglementation de boisement de 2001 (en effet le périmètre interdit est caduque depuis 2011 et a basculé automatiquement en périmètre réglementé). Ces mesures sont transitoires le temps que la nouvelle réglementation soit opérationnelle. La cartographie de ce périmètre se cale donc sur le périmètre interdit de 2001.

Le Président propose donc de soumettre au vote l'édiction de mesures transitoires sur le périmètre interdit de l'ancienne réglementation de boisement dans lequel tout semis, plantations et replantations d'essences forestières sont interdits. La sous-commission est chargée de vérifier ce périmètre, avec pour celle-ci la responsabilité, en liaison avec la mairie, de le transmettre au Conseil général.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

4. Questions diverses

M. Morin constate qu'il n'a pas été évoqué la problématique de la faune sauvage.

M. Requillart précise qu'une consultation de l'association communale de chasse agréée de Tréminis peut être faite si nécessaire pour les besoins de l'étude et que les déplacements de la grande faune seront examinés durant le diagnostic dans la thématique corridors / continuités écologiques.

M. Morin constate qu'il y a de nombreuses coupes blanches dans les forêts du Trièves et s'interroge sur le rôle de la réglementation de boisement pour juguler ce phénomène.

M. Requillart explique que c'est la réglementation forestière générale qui régit les coupes : hors cas particuliers et en l'absence d'un document de gestion durable (plan simple de gestion agréé par exemple), un arrêté préfectoral de 2007 soumet à autorisation les coupes prélevant plus de 50 % du volume de futaie (hors peupleraies) sur une superficie de plus de 2 hectares. Par ailleurs, un arrêté préfectoral de 2009 rend obligatoire, en l'absence de régénération ou de reconstitution naturelle satisfaisante, la reconstitution de l'état boisé dans les 5 ans après toute coupe rase d'une surface égale ou supérieure à 1 hectare pratiquée à l'intérieur d'un massif de 4 hectares et plus. Enfin s'il y a classement en Espace Boisé Classé dans le document d'urbanisme, la déclaration préalable des travaux de coupe auprès de la mairie est obligatoire, si celle-ci ne relève pas des catégories de coupes dispensées telles que figurant dans l'arrêté préfectoral de 2008.

M. Requillart rappelle par contre que la réglementation de boisement n'est pas un outil adapté pour réglementer la gestion forestière. Le cœur de cible de cet outil est la réglementation du boisement des terrains nus. Il n'y a que pour les ripisylves de moins de 0,5 ha et les autres massifs boisés de moins de 4 ha que la réglementation de boisement peut interdire ou réglementer le boisement ou le reboisement.

Le Président attire l'attention de la commission sur l'importance de différencier le reboisement volontaire du boisement spontané pour évaluer les **suites et sanctions** possibles prévues par le code rural et de la pêche maritime (CRPM) en cas de non-respect de la réglementation des boisements :

- En cas de boisement volontaire en infraction avec l'arrêté du Président du Département : pouvoir de police du ressort de ce dernier, avec notamment mise en demeure et, en cas de non-exécution, possibilité de réalisation d'office des travaux aux frais du propriétaire (articles R. 126-9 et R.126-10 du CRPM)
- En cas d'enrichissement ou de boisement spontané d'un terrain risquant de porter atteinte à la sécurité de constructions ou de voiries ouvertes à la circulation publique,

au maintien de fonds agricoles voisins ou à la préservation de milieux naturels ou paysages remarquables – d'où l'intérêt d'un bon état initial des lieux concernant ce type d'enjeux – possibilité pour le Département d'imposer aux propriétaires de procéder à leur débroussaillage et de les maintenir en état débroussaillé ; en cas de non-exécution, possibilité pour la commune ou l'établissement public compétent d'intervenir par DIG, c'est-à-dire de réaliser, après enquête publique, les travaux correspondants en faisant participer, le cas échéant, les parties qui les ont rendu nécessaires ainsi que celles qui en bénéficient (articles R. 126-11 du CRPM).

Le Président rappelle que les réclamations contre les décisions de la CCAF peuvent être introduites devant la CDAF selon les modalités figurant à l'article R.121.6 du code rural.

L'ordre du jour étant épuisé, il lève ensuite la séance à 10 heures 49.

Le Président,



Jean-Pierre Requillart

Le secrétaire de séance,



Amandine Lemerrier

PV (avec son annexe) :

- A faire figurer sur le registre prévu à l'article R. 121-4 du code rural
- A notifier aux membres (titulaires et suppléants) de la CCAF

Décisions de la CCAF :

- à afficher en mairie et à transmettre au président du Département et au préfet dans les conditions de l'article R. 121-6 du code rural et de la pêche maritime

Compte-Rendu de la Sous-commission n°1 du 14 octobre 2015

RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION DE BOISEMENTS

COMMUNE DE TRÉMINIS

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DE LA SOUS-COMMISSION DU MERCREDI 14 OCTOBRE 2015 À 9H À LA MAIRIE DE TRÉMINIS

Étaient présents :

	Prénom	NOM	Collège
M. le Maire	Frédéric	AUBERT	Élus – Conseillers Municipaux
M.	Eric	ARTHAUD	Propriétaires de biens fonciers non bâtis
M.	Christian	ZANARDI	Exploitants agricoles
M.	Emile-Henry	PERRET	Propriétaires forestiers
Mme	Colette	VIAL	Propriétaires forestiers
Mme	Hélène	FOGLAR	FRAPNA
M.	Dorian	OBRY	SIGREDA
M.	Patrick	STAGNOLI	ONF
M.		BARTHALAY	Non membre de la CCAF
Mme	Anaïs	CHION	Département Isère
M.	Marc	GAILLET	SAFER (prestataire
Mme	Aurélie	VILLATE	Chambre d'Agriculture de l'Isère (prestataire)

Mme Aurélie VILLATE, conseillère Aménagement et Foncier à la Chambre d'agriculture, ouvre la réunion de la sous-commission et remercie les personnes qui ont bien voulu se rendre disponibles. Mme Amandine LEMERCIER du Département est excusée, Mme Anaïs CHION étant sa remplaçante.

Mme Aurélie VILLATE présente ensuite l'ordre du jour, qui comprend les points suivants :

- 1- Bilan de l'ancienne réglementation
- 2- Définition des massifs boisés
- 3- Bilan de la bibliographie existante pour l'élaboration du diagnostic
- 4- Liste des acteurs à rencontrer

- 5- Identification et localisation des bâtiments agricoles
- 6- Suite de la procédure et planning

1- Bilan de l'ancienne réglementation

Un point rapide est établi sur l'ancienne réglementation de boisements de Tréminis qui date de 2001. Un zoom est réalisé sur château-bas, unique secteur en périmètre réglementé sur la commune.

2- Définition des massifs boisés

L'objectif de ce travail est de définir le périmètre d'application de la future réglementation, à savoir les parcelles non boisées ou les parcelles boisées situées dans les massifs d'une surface inférieure au seuil de 4 ha et au seuil de 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves définis dans la délibération de cadrage du Département. Les secteurs non soumis à la réglementation seront classés en périmètre libre. Les diverses définitions (massif boisé, ripisylve, forêt alluviale) sont rappelées en réunion.

Une méthodologie est proposée aux membres de la sous-commission afin de déterminer les secteurs soumis ou non à la réglementation :

1. Un prétraitement cartographique a permis de repérer : les massifs boisés inférieurs et supérieurs à 4 ha et les espaces non boisés (agricoles ou urbanisés). Certaines parcelles n'ont cependant pas pu être classées dans ces catégories pour diverses raisons (mixité de leur nature par exemple).
2. A partir de ce pré-traitement et en croisant d'autres informations (photo aérienne de 2003, déclarations PAC de 2014, aides PEZMA, ...), la sous-commission se prononce pour reclasser les parcelles dans chaque catégorie.

Toute la commune est passée en revue pour classer chaque parcelle. Les membres de la sous-commission s'accorde pour découper le moins de parcelles possibles. Toutes les parcelles à dominante agricole (avec une bordure boisée) sont donc classées en non boisées. Seules les parcelles vraiment mixte (50 %/50%) sont redécoupées.

La carte suivante représente :

- en vert les parcelles situées dans des massifs boisés de plus de 4 ha,
- en orange les parcelles situées dans des massifs boisés de moins de 4 ha,
- en jaune les parcelles non boisées (agricoles, bâties ou autres)

3- Bilan de la bibliographie

Pour étayer le diagnostic territorial qui doit être réalisé dans le cadre de la révision des réglementations, les prestataires demandent aux membres de la sous-commission s'il y a des documents qui pourraient contenir des informations sur le contexte territorial en plus de ceux déjà cités dans la présentation.

- Thématique urbanisme, population, économie

La prise en compte des servitudes sous les lignes à hautes tensions (ERDF et RTE) avait été évoquée en CCAF n°1. Les membres de la sous-commission se pose la question de l'impact de cette donnée sur la réglementation des boisements.

- Thématique forêt

Outre les documents déjà cités, il existe un Plan d'Aménagement et de Protection du Haut Ferrand (à voir avec l'ONF de Grenoble qui possède un format numérique). Par ailleurs, l'inventaire « vieilles forêts » sera transmis par la FRAPNA au prestataire (Chambre d'agriculture).

- Thématique environnement

Il existe un projet ENS sur la commune. Ce projet sera transmis par le Département.

- Thématique eau

La commune précise que l'inventaire sur les traversées des cours d'eau n'a pas fait l'objet d'une couche cartographique.

4- Liste des acteurs à rencontrer

Une liste d'acteurs du territoire, susceptibles d'apporter un éclairage spécifique à différentes thématiques, a été élaborée, sur proposition des prestataires (en supplément des membres de la CCAF).

Parmi les acteurs locaux à rencontrer, figurent :

- M. Jean-Baptiste ANIQUEZ (Technicien RTM secteur du Trèves)
- M. GOFFI (Président de l'ACCA de Tréminis)

5- Identification et localisation des bâtiments agricoles

Les membres de la sous-commission ont ensuite entrepris, avec Mme Aurélie VILLATE, un travail de localisation et d'identification des bâtiments agricoles sur la commune. La liste des agriculteurs de la commune est par ailleurs remise à jour :

Raison sociale
FORT MAURICE 38710 TREMINIS
GAEC CLOT DE SAUVANIERE 38710 TREMINIS
GAEC DES AMARINES 38710 TREMINIS
GAEC DU GRAND FERRAND 38710 TREMINIS
GAEC LA FERME DU HAUT TRIEVES 38710 TREMINIS
JOURDAN CAROLE 38710 TREMINIS
ZANARDI CHRISTIAN 38710 TREMINIS

6- Suite de la procédure – questions diverses.

(Voir le planning prévisionnel intégrant l'évaluation environnementale dans le diaporama présenté lors de la réunion, annexé au présent document).

La prochaine réunion de la sous-commission est programmée le **mercredi 2 mars à 9h**. L'ordre du jour portera :

- sur la présentation du diagnostic territorial et des enjeux qui en découlent,
- sur les premières esquisses de zonage ;
- sur les prescriptions.

En l'absence de questions diverses, la séance est levée.

Aurélie VILLATE
Chambre d'Agriculture de l'Isère

Pièces jointes :

- Document présenté à la sous-commission du 14 octobre 2015
- Carte de synthèse du travail effectué par la sous-commission du 14 octobre 2015

Compte-Rendu de la Sous-commission n°2 du 2 mars 2016

RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION DE BOISEMENTS

COMMUNE DE TRÉMINIS

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DE LA SOUS-COMMISSION DU MERCREDI 2 MARS À 9H À LA MAIRIE DE TRÉMINIS

Étaient présents :

	Prénom	NOM	Collège
M. le Maire	Frédéric	AUBERT	Élus – Conseillers Municipaux
M.	Eric	ARTHAUD	Propriétaires de biens fonciers non bâtis
M.	Christian	ZANARDI	Exploitants agricoles
M.	Claude	MORIN	Élus – Conseillers Municipaux
Mme	Colette	VIAL	Propriétaires forestiers
M.	Hervé	ROBIN	Propriétaires de biens fonciers non bâtis
M.	Dorian	OBRY	SIGREDA
M.	Patrick	STAGNOLI	ONF
M.	Jean-Louis	BARTHALAY	Non membre de la CCAF
Mme	Amandine	LEMERCIER	Département Isère
M.	Marc	GAILLET	SAFER (prestataire
Mme	Aurélie	VILLATE	Chambre d'Agriculture de l'Isère (prestataire)

Mme Aurélie VILLATE, conseillère Aménagement et Foncier à la Chambre d'agriculture, ouvre la réunion de la sous-commission et remercie les personnes qui ont bien voulu se rendre disponibles.

Elle présente ensuite l'ordre du jour, qui comprend les points suivants :

- 7- Premiers éléments de diagnostic : définition des enjeux
- 8- Mise en place d'une première ébauche de zonage
- 9- Réflexion sur les prescriptions
- 10- Planning prévisionnel de la suite de la procédure
- 11- Questions diverses
- 12- Constitution de groupes de travail

1- Premiers éléments de diagnostic

- Boisements et Urbanisme

La pression urbaine sur la commune est inexistante.

- Boisements, activités agricoles et forestières

L'activité forestière était effectivement prédominante sur la commune avec la présence d'une dizaine de scieries. Ces anciennes scieries avaient une activité saisonnière car elles fonctionnaient grâce à la puissance de l'eau. Aujourd'hui seule une scierie reste en activité. Elle couvre le double de l'activité de l'ensemble des anciennes scieries.

- Boisements, environnement et eau

La zone humide de Pravet n'apparaît pas dans l'inventaire zone humide du Département. Cette couche cartographique sera vérifiée et complétée si nécessaire.

Par ailleurs, le point précis de conflit identifié par le REDI est anecdotique sur la commune. Il n'est pas représentatif du réel passage de la faune. L'ensemble de la commune est perméable au passage de la faune.

- Boisements et Risques naturels

Les zones d'inondation de la carte R111-3 valant Plan de Prévention des Risques Naturels de 1971 sont interrompues. Cette interruption pose question aux membres de la sous-commission au vu de la continuité des cours d'eau. M. NIQUEZ du RTM sera interrogé sur ce sujet.

De plus, une étude sur le Bassin Versant du DRAC réalisée par le SIGREDA viendra compléter cette thématique. L'étude ainsi que les couches cartographiques afférentes seront demandées à M. Dorian OBRY.

La sous-commission s'interroge sur la prise en compte du risque incendie. La commune n'est effectivement pas classée pour le risque incendie (arrêté préfectoral du 2 juillet 2007).

- Massifs boisés

Les Espaces Boisés Classés sont importants sur la commune (2885 ha). Si ce classement n'interdit pas une gestion forestière classique, il interdit formellement le défrichement. Ce classement peut donc être problématique dans le cas de création de route forestière par exemple. De plus, la réglementation de boisements ne pourra pas interdire le boisement de ces parcelles en EBC.

La couche cartographique des parcelles soumises au régime ONF ne semble par à jour. Elle sera demandée au service ONF de Grenoble.

2- Première ébauche de zonage

Le diagnostic a permis d'identifier trois secteurs avec des enjeux différents. Les membres de la sous CCAF affirme qu'il n'y a pas une grosse affluence touristique dans les alpages. Les prestataires insistent sur l'importance de délimiter un périmètre réglementé. En effet, la durée d'interdiction du périmètre interdit est fixée à 15 ans. A l'issue de ces 15 ans, les périmètres interdits deviennent d'office des périmètres réglementés (délibération de cadrage). En l'absence de périmètres réglementés, les périmètres interdits deviennent à échéance des périmètres libres.

Voici les principes qui ont été retenus :

- secteurs non boisés actuellement → périmètre interdit
- sauf parcelles isolées dans un massif boisé et soumise au régime ONF →

libre

- massif boisé de plus de 4 ha → périmètre libre
- zone de transition possédant encore un potentiel agricole → périmètre réglementé

La limite des alpages est par ailleurs rectifiée en fonction des parcelles soumises à l'ONF (périmètre libre) ou non (périmètre interdit).

3- Réflexions sur les prescriptions

Dans les zones réglementées, les membres de la sous-commission proposent (en accord avec la délibération de cadrage) :

- une distance de recul de 10 mètres par rapport au fonds agricoles voisins, afin de protéger au maximum l'espace agricole environnant
- une distance de recul de 6 mètres à partir de l'axe des voies (voirie publique, départementale, communale ou rurale),
- en cas de nouveau boisement, une distance de recul de 30 mètres à partir de l'habitation
- en cas de reboisement, une distance de recul de 6 mètres à partir de l'habitation
- une distance de recul de 4 mètres par rapport aux sommets des berges pour les feuillus et de 10 mètres pour les résineux (impact différent sur les ripisylves) / ou 10 mètres pour tout ? L'axe et la largeur de l'Ebron sont trop variable. Le sommet des berges est une meilleure référence.

–

Il s'agit de première propositions qui seront rediscutées lors de la prochaine sous CCAF.

6- Suite de la procédure – questions diverses.

Aurélie VILLATE annonce son départ de la Chambre d'Agriculture de l'Isère. La personne qui reprendra le dossier en interne était en cours de recrutement lors de la réunion. Depuis, celle-ci a été identifiée :

Marie MALLET

Conseillère territoriale Sud-Isère

Animatrice de SITADEL

Chambre d'agriculture de l'Isère

34 / 36 avenue des plantations - route de Ponsonnas

38350 LA MURE

04 76 30 89 82 / 06 61 03 00 38

marie.mallet@isere.chambagri.fr

La prochaine sous-commission aura lieu le **mercredi 18 mai** à 9h00 en mairie de Tréminis. L'objectif principal de cette réunion sera d'**arrêter le plan de**

zonage et les prescriptions afin de présenter une proposition à la CCAF n°2 fin juin 2016. La couche cartographique sera transmise à la Mairie afin de préparer au mieux cette réunion. Les membres de la sous-commission n'ont pas souhaité créer des groupes de travail distincts et s'accordent pour continuer la réflexion avec tous les membres de la sous-commission.

En l'absence de questions diverses, la séance est levée.

Aurélie VILLATE
Chambre d'Agriculture de l'Isère

Pièces jointes :

- Document présenté à la sous-commission du 2 mars 2016
- Carte de travail de la proposition de zonage après la réunion du 2 mars 2016

Compte-Rendu de la Sous-commission n°3 du 13 juillet 2016

RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION DE BOISEMENTS

COMMUNE DE TRÉMINIS

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DE LA SOUS-COMMISSION DU MERCREDI 6 JUILLET À 9H À LA MAIRIE DE TRÉMINIS

Étaient présents ou excusés

	Prénom	NOM	Collège
M. le Maire	Frédéric	AUBERT	Élus – Conseillers Municipaux
M.	Christian	ZANARDI	Exploitants agricoles
M.	Claude	MORIN	Élus – Conseillers Municipaux
Mme	Colette	VIAL	Propriétaires forestiers - <i>Excusée</i>
M.	Dorian	OBRY	SIGREDA
Mme	Audrey	FONTAINE	SIGREDA
M.	Patrick	STAGNOLI	ONF - <i>Excusé</i>
M.	Aymeric	MONTANIER	Département Isère
M.	Marc	GAILLET	SAFER (prestataire)
Mme	Manuelle	GLASMAN	Chambre d'Agriculture de l'Isère (prestataire)

Mme Manuelle Glasman, en charge de l'étude à la Chambre d'agriculture, ouvre la réunion de la sous-commission, pour poursuivre le travail suite au départ de Aurélie Villate au printemps 2016.

Elle présente ensuite l'ordre du jour, qui comprend les points suivants :

- 13- Validation des prescriptions de zonage faites par la 2eme sous commission
- 14- Traduction cartographique des prescriptions - analyse et discussion.
- 15- Planning prévisionnel de la suite de la procédure
- 16- Questions diverses

et rappelle que l'objectif de la réunion est de finaliser les propositions de zonages et prescriptions de réglementation de boisement pour la commune de Tréminis qui seront faites lors de la 2ème CCAF.

- Voir Diaporama joint-

En préalable, Manuelle Glasman rappelle les 3 grands enjeux définis sur la commune de Tréminis ainsi que les champs de la réglementation de boisement. Elle rappelle également les 3 types de périmètres définis dans une réglementation de boisement, ainsi que les obligations d'entretien incombant aux propriétaires pour chacun d'eux.

1. Validation des prescriptions de zonage faites par la 2eme sous commission

Des principes de zonage ont été proposés lors de la réunion de la deuxième sous CCAF :

Classement en périmètre libre :

- Massifs boisés de plus de 4 ha,
- Parcelles isolées dans un massif boisé sous régime ONF

Classement en périmètre interdit :

- Secteurs non boisés

Classement en périmètre réglementé :

- Zones de transition avec potentiel agricole

↪ *La sous commission valide ces principes de zonages*

Périmètre réglementé : prescriptions

- Pas d'interdiction d'essences proposé par la 2eme sous commission

↪ *La sous commission valide ce principe*

- Distances de recul :

Reprise du tableau sur les distances de recul proposé par la 2eme sous commission

	Recul minimum défini dans la délibération de cadrage du CDI	Recul défini dans ancienne RDB	Propositions 2em ssCCAF
Voiries (hors chemins ruraux)	2m /limite domaine public	6m(/axe)	6m
Fonds agricoles	4m	10m	10m
Habitations et EPR - (boisement)	30m/mur		30m
Habitations et EPR - (Reboisement)	6m/mur		6m
Cours d'eau (forêt de Feuillus)	4m/sommet des berges		4m ou 10m
Cours d'eau (forêt de Résineux)	4m/sommet des berges		10m

Discussion et validation ligne par ligne des distances de recul

- Voiries :

Manuelle Glasman attire l'attention de la sous commission sur le changement de point de référence pour la mesure du recul de la forêt à la voirie : référence à l'axe de la voirie dans la dernière réglementation de boisement, référence à la limite de la voirie (donc limite du domaine public) dans la délibération de cadrage du Conseil Départemental.

✚ *La sous commission valide la distance de 6m à la limite de la voirie.*

Manuelle Glasman interroge sur la nécessité d'intégrer les chemins ruraux dans la définition de distances de recul. Marc Gaillet de la SAFER rappelle que, au besoin, un arrêté municipal peut définir une distance minimale de reboisement pour les chemins ruraux, cette distance ne devant pas dépasser la distance à la voirie définie dans la réglementation de boisement.

✚ *La sous commission maintient la définition de la distance à la voirie hors chemins ruraux*

- Fonds agricoles, habitations et espaces privés récréatifs

✚ *La sous commission valide les propositions pour les distances de recul pour les fonds agricoles, les habitations et espaces privés récréatifs.*

- Cours d'eau

La deuxième sous commission avait proposé de différencier les forêts de feuillus et les forêts de résineux pour définir le recul minimal au cours d'eau, l'impact des résineux étant plus important que celui des feuillus sur les ripisylves.

✚ *La sous commission confirme l'impact de résineux sur les ripisylves, mentionne le développement des forêts mixtes et décide par simplification de proposer une distance unique de 10m au cours d'eau pour tout type de forêt.*

Marc Gaillet de la SAFER rappelle que la distance de recul au cours d'eau peut être définie par rapport aux berges du cours d'eau ou à son axe, au choix de la commission.

✚ *La sous commission propose que la distance soit définie aux berges, les ruisseaux de la commune étant trop divagant pour une définition à l'axe. Sur certains ruisseaux, des plantations peuvent même se retrouver dans le lit de la rivière au-delà de la distance de 24m, définie comme recul minimum à l'axe du cours d'eau par la délibération de cadrage.*

Enfin, la question est posée d'une éventuelle différenciation de l'Ebron concernant les distances de recul.

✚ *L'Ebron étant un cours d'eau tout aussi divagant que les autres, la sous commission décide de ne pas faire de distinction.*



55

- Présentation de la traduction cartographique des prescriptions de zonage et des surfaces classées en périmètre libre, interdit ou réglementé.
- Comparaison rapide avec l'ancienne réglementation de boisement. On note un diminution du périmètre interdit d'une centaine d'hectares, qui reflète la fermeture des espaces agricoles.
- Comparaison cartographique des espaces définis en périmètre libre et des espaces boisés classés (EBC) définis au PLU. Frédéric Aubert, maire de la commune rappelle que la commune est passé en RNU depuis le début de l'année et ne souhaite pas élaborer un nouveau PLU. La définition des EBC est donc caduque.

Zones particulières

- Patrick Stagnoli de l'ONF, excusé ce jour, a attiré l'attention de Manuelle Glasman sur la pâture du col de la Croix, classé dans le périmètre interdit. Il s'interroge sur l'opportunité de classer cette zone en libre ou réglementé, afin de permettre un éventuel boisement de protection contre les éboulements.

Après étude de la carte, la commission indique que les risques d'éboulement dans cette zone sont faibles. Par ailleurs, Marc Gaillet de la SAFER rappelle que, le cas échéant, le boisement d'intérêt collectif reste possible en zone interdite.

- Manuelle Glasman fait part de ses interrogations concernant trois parcelles inférieures à 4ha, classées en périmètre libre au milieu du périmètre interdit. La commission précise que leur cas a déjà été étudié, et confirme ce classement, les parcelles très caillouteuses ne représentant que très peu d'intérêt pour l'agriculture.

☞ Suite à ces discussions, la *commission valide les 3 périmètres proposés lors de la deuxième sous commission et ne souhaite pas les faire évoluer.*

3. Planning prévisionnel de la suite de la procédure

Manuelle Glasman rappelle les étapes à suivre jusqu'à la délibération du Conseil Départemental qui rendra la réglementation de boisement opposable ; et propose de fixer la date de la deuxième réunion de la CCAF en septembre.

Aymeric Montanier du Conseil Départemental fait part des disponibilités de Jean-Pierre Requillart, président de la CCAF.

La prochaine CCAF est fixée le lundi 12 septembre à 9h en mairie de Tréminis, Monsieur Requillard ayant confirmé sa disponibilité suite à la réunion. Une convocation sera envoyée à tous les membres de la CCAF par le Conseil Départemental.

Manuelle Glasman rappelle que le quorum est nécessaire pour la validation du projet de réglementation par la CCAF. Lecture est faite pour rappel des membres de la CCAF. Les participants mentionnent le départ de la commune de madame Chantal Lagier, exploitante agricole. Messieurs Pierre Serra ou Maurice Fort, suppléants, pourront la remplacer lors de cette prochaine CCAF.

4. Questions diverses

Pas de questions diverses de la sous commission. La séance est levée, le maire remercie les participants.

Manuelle Glasman,
Chambre d'Agriculture de l'Isère, Prestataire

Procès-verbal de la CCAF n°2 du 12 septembre 2016

Commission communale d'aménagement foncier de Tréminis Procès-verbal de la réunion du 12 septembre 2016

L'an 2016, le 12 septembre à 9 heures 15 s'est réunie en mairie de Tréminis, la commission communale d'aménagement foncier (CCAF) de Tréminis, constituée par arrêté du Président du Département de l'Isère en date du 16 juin 2015, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre Requillart, désigné par le Tribunal de Grande Instance.

Après avoir été régulièrement convoqués, étaient présents avec droit de vote :

- M. Jean-Pierre Requillart, Président de la commission (titulaire)
- M. Frédéric Aubert, maire de Tréminis (titulaire)
- M. Claude Morin, conseiller municipal (titulaire)
- M. Eric Arthaud, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- M. Jean-Claude Gras, propriétaire de biens foncier forestiers (titulaire)
- M. Daniel Robin, propriétaire de biens foncier forestiers (titulaire)
- Mme Yvonne Coing-Belley, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- M. Dorian Obry, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- Mme Cécile Lavoisy, Département de l'Isère (titulaire)
- M. Patrick Stagnoli, représentant de l'ONF (titulaire)

Était excusé en ayant transmis un pouvoir :

- M. Christian Piccioli, propriétaire de biens foncier forestiers (suppléant), pouvoir transmis à M. Jean-Claude Gras
- Mme Hélène Foglar, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire), pouvoir transmis à M. Dorian Obry
- M. Christian Boulais, représentant des services fiscaux (titulaire), pouvoir transmis à M. Jean-Pierre Requillart
- M. Patrick Prudhomme, Département de l'Isère (titulaire), pouvoir transmis à Mme Cécile Lavoisy

Assistaient également à la réunion sans droit de vote :

- M. Robert Zanardi, propriétaire de biens foncier forestiers (suppléant)
- Mme Manuelle Glasman, Chambre d'agriculture de l'Isère, prestataire pour le compte du Département
- M. Marc Gaillet, SAFER Rhône Alpes, prestataire pour le compte du Département
- Mme Marie Mallet, Conseillère territoriale Sud Isère, Animatrice de SITADEL (Sud Isère Territoire Agricole et Développement Local)

Étaient excusés :

- Mme Frédérique Puissat, représentant du Président du Département (titulaire)
- M. Christian Coigné, représentant du Président du Département (suppléant)
- Mme Agnès Vallon, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- M. Gérard Gauthier, propriétaire de biens fonciers non bâtis (suppléant)
- M. Christian Zanardi, exploitant agricole (titulaire)
- M. Emile-Henry Perret, propriétaire de biens foncier forestiers (titulaire)
- M. Rémi Fonters, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (suppléant)
- Mme Valérie Vernisse, Département de l'Isère (suppléant)
- M. Bernard Philip, Département de l'Isère (suppléant)

Le secrétariat de la séance est assuré par Mme Amandine Lemerrier du Département de l'Isère.

Le Maire de Tréminis ouvre la séance et souhaite la bienvenue à tous les participants de cette commission. Le Président de la commission remercie la mairie pour son accueil et rappelle que l'objectif de la séance est de valider le projet de réglementation élaboré par la sous-commission pour le proposer au vote des élus du Département.
Un tour de table est réalisé pour que chacun se présente et la feuille d'émargement est remplie.

Le Président constate que la commission réunit les conditions pour délibérer valablement en application de l'article R.121-4 du code rural et de la pêche maritime car le quorum est atteint (10 membres sur 21 ayant voix délibérative plus 4 pouvoirs).

1. Ordre du jour et présentation du rôle de la seconde Commission communale d'aménagement foncier

La présentation s'appuie sur un diaporama, qui figure en annexe du présent procès-verbal. Mme Amandine Lemerrier prend la parole et précise les différents points à l'ordre du jour de cette commission, à savoir :

- Le rappel du rôle de la seconde commission communale,
- la présentation des éléments de diagnostic, de la synthèse des enjeux sur la commune et de l'évaluation environnementale du projet de réglementation,
- la présentation des travaux réalisés par la sous-commission,
- la proposition de périmètres, de zonage et de règlement,
- et enfin, la présentation de la suite de la procédure et du calendrier.

Il est précisé notamment que les périmètres, la carte de zonage et le règlement associé seront mis au vote des membres de la commission réunis ce jour.

2. Présentation des éléments de diagnostic

Madame Manuelle Glasman, prestataire mandatée par le Département de l'Isère, présente les éléments de diagnostic jusqu'à la diapositive n°13.

Un complément est fait sur la diapositive n°6 qui traite des documents d'urbanisme sur la commune. M. le Maire confirme bien la caducité du Plan d'occupation des sols (POS) de la commune depuis le 1^{er} janvier 2016 avec un retour au règlement national d'urbanisme (RNU) et donc aussi la caducité des espaces boisés classés (EBC).

Une question est posée par Mme Glasman concernant la diapositive n°8 sur la sylviculture et l'agriculture, qui souhaite une confirmation du nombre de 7 exploitations agricoles recensées sur la commune en 2016. Il lui est indiqué par les membres de la commission qu'une exploitation a disparu (Mme Lagier / caprins). Il est aussi précisé la présence d'une seule scierie et non pas plusieurs.

Une question est posée par M. Requillart sur la diapositive n°9 sur l'environnement à savoir qu'est-ce que l'inventaire des vieilles forêts réalisé par la FRAPNA en 2011.

M. Stagnoli de l'ONF précise qu'il s'agit d'un recensement des parties de forêts anciennes pas ou peu exploitées présentes dans les forêts communales ou domaniales sur tout le Trièves et qui présentent une biodiversité importante.

Mme Lemerrier complète aussi en signalant qu'il faut intégrer au diagnostic les éléments issus de l'étude biodiversité Trièves réalisé en 2009 (portage SAT) qui propose sur Tréminis 3 zones naturelles complémentaires des ZNIEFF de type 1 ainsi qu'un corridor écologique à maintenir entre deux massifs forestiers.

Une remarque est faite par M. Requillart sur la diapositive n°11 sur les risques naturels, qui précise que cette carte R111-3 est ancienne (1971), que les critères ont évolué depuis et qu'il existe à titre indicatif une autre carte d'aléas-enjeux datant des années 80 réalisée sous maîtrise d'ouvrage du Conseil général.

Mme Manuelle Glasman présente ensuite avec la diapositive 14 la synthèse environnementale et l'incidence du projet de réglementation.

M. Requillart fait remarquer que sur la ligne qui concerne la forêt, on ne peut pas dire qu'il n'y a « pas de protection » du fait de l'inexistence désormais d'EBC car de toutes façons le code forestier s'applique ; y est définie la politique forestière de l'Etat, qui a pour objet d'assurer la gestion durable des bois et forêts, en prenant en compte leurs fonctions économique, écologique et sociale ; la protection se traduit par exemple par l'obligation pour la plupart des forêts d'avoir un document d'aménagement forestier, la réglementation des défrichements et des coupes, etc.

Une question générale est ensuite posée par M. Zanardi qui demande qu'elle est l'avenir des résineux sur la commune dans le cadre du réchauffement climatique.

M. Stagnoli de l'ONF précise qu'il y aura sûrement une évolution en faveur des feuillus avec maintien des résineux seulement sur les versants Nord et une nécessaire évolution dans l'avenir du choix des essences plantées par les sylviculteurs.

3. Présentation des travaux réalisés en sous-commission

Mme Manuelle Glasman rappelle que lors de la commission communale du 29 juillet 2015, la commission avait acté la création d'une sous-commission chargée de l'élaboration du projet de réglementation de boisements. Ce sont donc 3 sous-commissions qui se sont réunies entre juillet 2015 et juillet 2016 avec une dizaine de personnes, pour aboutir au projet de réglementation proposé aujourd'hui à la commission.

4. Propositions de zonages

Avant de présenter les propositions de zonages formulées par la sous-commission, Madame Glasman présente la synthèse des enjeux issus du diagnostic (diapositive 18) ainsi que les champs d'application de la réglementation de boisement (diapositive 19) tels que précisés dans la délibération cadre du Département adoptée le 13 mars 2015.

Suite à une question de M. Gras sur les haies, M. Requillart précise bien que concernant les haies, ce n'est pas la réglementation de boisement qui s'applique mais le code civil.

Le Président de la commission précise aussi que les seuils d'applications de la réglementation de boisements (moins de 0,5 ha pour les ripisylves et forêts alluviales, moins de 4 hectares pour les autres massifs boisés) ne sont pas fixés par hasard car ils correspondent aux seuils à partir desquelles une demande d'autorisation de défrichement est obligatoire en préfecture.

Il précise aussi que la réglementation de boisement ne s'applique pas aux arbres isolés ainsi qu'aux ripisylves existantes ou à recréer de moins de 20 mètres de large, sachant qu'une ripisylve est un boisement naturel de bord de cours d'eau.

Mme Glasman rappelle ensuite les trois grands types de périmètres définis dans la délibération cadre départementale et les principes généraux sur lesquels la sous-commission s'est appuyé pour définir les périmètres (diapositive n°21), à savoir :

- les massifs boisés de plus de 4 hectares sont classés en périmètres libres,
- les secteurs non boisés sont classés en périmètre interdit, exception faite des parcelles non boisées isolées dans un massif boisé ONF proposées en libre
- les massifs boisés de moins de 4 hectares situés dans une zone de transition avec un potentiel de valorisation agricole sont classés en périmètre réglementé.

M. Requillart demande s'il existe des parcelles privées, non boisées isolées dans un massif forestier sur la commune. M. Stagnoli précise qu'il y a effectivement quelques parcelles concernées et Mme Glasman présente la carte globale du zonage (diapositive 22) pour regarder les secteurs concernés.

M. Requillart propose d'appliquer le même principe que pour les parcelles isolées ONF à savoir un classement en périmètre libre.

Une discussion a lieu au sujet du secteur de la zone humide du Pravat (parcelle isolée non boisée) situé en périmètre de protection de captage et concernée par un projet d'espace naturel sensible communal. Vu les enjeux, il est proposé de maintenir ce secteur en périmètre interdit.

Mme Glasman fait remarquer l'importance de bien avoir un secteur en périmètre réglementé dans le projet de réglementation de boisement de la commune. En effet, au bout de 15 ans, le périmètre interdit devient automatiquement caduc (sauf si le document a été révisé). Si l'on souhaite qu'au bout des 15 ans les parcelles en périmètre interdit basculent automatiquement en périmètre réglementé, il faut avoir au préalable défini un périmètre réglementé ainsi que la réglementation liée à ce périmètre.

Mme Glasman précise ensuite qu'il y a deux secteurs spécifiques à regarder en détail (diapositives 25 à 29) :

- La zone du Col de la Croix : il s'agit d'un alpage classé en interdit en sous-commission car en usage agricole non boisé. L'ONF a fait remonter le fait qu'il s'agit d'une zone à risques fort d'éboulement et souhaite qu'il soit classé en libre pour laisser la possibilité de créer une forêt de protection si nécessaire dans ce secteur.

M. Requillart propose donc un classement en périmètre libre tout en précisant qu'il est possible de planter des forêts de protection même en périmètre interdit (cf. délibération cadre).

- La zone du Méaret : massif boisé de moins de 4 hectares mis en libre mais qui peut être reclassé en réglementé. Les membres de la commission précisent que ce secteur très caillouteux ne présente pas d'intérêt agricole et peut donc être classé laissé en libre.

Le Président propose de soumettre au vote le zonage présenté sur la diapositive 22 en intégrant la modification du zonage sur la zone au-dessus du torrent de la Ruine mis en interdit.

La proposition est adoptée à la majorité avec 12 voix pour / 2 abstentions / 0 voix contre.

5. Propositions de règlement

Mme Glasman reprend la parole pour présenter avec la diapositive 24 les prescriptions proposées pour le périmètre réglementé.

M. Gaillet précise qu'il est possible d'interdire de manière systématique certaines essences en périmètre réglementé, ici pour Tréminis ce principe n'a pas été retenu. Par contre pour

chaque projet de boisement ou de reboisement une demande doit être déposée auprès du Président du Département et dans le cadre de l'instruction de la demande, le Président du Département peut tout à fait émettre un avis négatif sur un type d'essence donné même s'il n'y a pas d'essences interdites dans la réglementation de boisement de la commune.

Le Président propose de soumettre au vote le fait de ne pas interdire d'essences en périmètre réglementé.

La proposition est adoptée à la majorité avec 12 voix pour / 2 abstentions / 0 voix contre.

Mme Glasman présente ensuite le tableau ci-dessous qui synthétise les propositions de distances de recul de la sous-commission concernant le périmètre réglementé :

	Recul minimum défini dans la délibération de cadrage du CD	Recul défini dans l'annexe PDR	Proposition
Voiries (hors chemins ruraux)	2m / limite domaine public	6m (axe)	2m
Fonds agricoles	4m	10m	10m
Habitations et EPR - (boisement)	30m/mur		30m
Habitations et EPR - (Reboisement)	6m/mur		6m
Cours d'eau	4m/sommet des berges		10m

Concernant les distances de recul par rapport aux voiries relevant du domaine public, M. Requillart indique que la délibération cadre du Département reprend le recul de 2 mètres à partir de la limite du domaine public, tel que figurant dans le code de voirie publique. Il précise aussi la nécessité de différencier dans la réglementation de boisement les voiries du domaine public (voiries communales, départementales, nationales) des chemins ruraux qui relèvent du domaine privé. Il n'y a en effet pas de recul minimum fixé pour les chemins ruraux dans le code rural et de la pêche maritime ; par contre le maire peut définir une distance au plus égale à celle prévue pour les voies communales par arrêté.

Mme Glasman indique que la sous-commission propose un recul de 6 mètres par rapport à la limite du domaine public donc cela va au-delà de la délibération cadre.

M. Requillart précise que dans le cadre du code de la voirie publique le responsable de la voirie peut demander une distance supérieure à 2 mètres pour raison de visibilité, par contre, il y a doute actuellement sur le fait que la réglementation de boisement puisse aller au-delà des 2 mètres, le département devant consulter un juriste à ce sujet.

M. Gaillet répond en indiquant que le Département avait soumis cette question à un juriste qui a indiqué que l'on ne peut pas imposer une distance supérieure à 2 mètres de façon généralisée dans le cadre du code de la voirie publique, ce qui a été transposé dans la délibération cadre.

Il indique qu'ici dans le cas de Tréminis la proposition de recul porté à 6 mètres ne s'applique que pour le périmètre réglementé ce qui a peu d'incidences, il faut raisonner à l'échelle du périmètre interdit qui peut basculer en réglementé.

M. le Maire considère que c'est une précaution pour l'avenir d'avoir cette distance de 6 mètres pour la voirie publique dans le cas d'un basculement du périmètre interdit vers le réglementé.

5/7

AL
i p r

Le Président propose de soumettre au vote la distance de recul par rapport aux voiries publiques de 6 mètres par rapport à la limite du domaine public, sous réserve de la légalité.

La proposition est adoptée à la majorité avec 10 voix pour / 4 abstentions / 0 voix contre.

Pour les chemins ruraux, M. Requillart précise que la commune pourra réfléchir à un arrêté municipal en application du code rural et de la pêche maritime.

M. le Maire indique qu'ils prendront cet arrêté dans un second temps.

M. Gaillet indique que cette distance pour les chemins ruraux peut être intégrée à la réglementation de boisement mais qu'elle aura une portée limitée, que sur le périmètre réglementé voire interdit dans le futur, donc avec moins de portée qu'un arrêté municipal.

M. Requillart précise aussi qu'une distance de recul par rapport à la bordure du chemin peut être problématique car nécessite un bornage ce qui est coûteux, il conseille de se baser par rapport à l'axe du chemin.

M. Requillart propose de soumettre au vote le principe d'intégrer à la réglementation de boisement une distance de recul par rapport aux chemins ruraux, sous réserve de la légalité.

La proposition est adoptée à la majorité avec 11 voix pour / 3 abstentions / 0 voix contre.

M. Requillart propose de soumettre au vote la distance de recul par rapport aux chemins ruraux de 6 mètres par rapport à l'axe, sous réserve de la légalité.

La proposition est adoptée à la majorité avec 12 voix pour / 2 abstentions / 0 voix contre.

M. Requillart propose de soumettre au vote la distance de recul par rapport aux fonds agricoles de 10 mètres par rapport à la limite de parcelle.

La proposition est adoptée à la majorité avec 12 voix pour / 2 abstentions / 0 voix contre.

M. Requillart propose de soumettre au vote la distance de recul par rapport aux habitations pour les nouveaux boisements de 30 mètres par rapport au mur de l'habitation.

La proposition est adoptée à la majorité avec 12 voix pour / 2 abstentions / 0 voix contre.

M. Requillart propose de soumettre au vote la distance de recul par rapport aux habitations pour les reboisements de 6 mètres par rapport à la limite de la parcelle.

La proposition est adoptée à la majorité avec 12 voix pour / 2 abstentions / 0 voix contre.

Concernant les cours d'eau, la proposition de distance de recul est de 10 mètres par rapport aux berges. M. Gaillet précise que la réglementation de boisement ne s'applique qu'aux plantations et pas à la ripisylve de moins de 20 mètres de large.

M. Requillart propose de soumettre au vote la distance de recul par rapport aux cours d'eau de 10 mètres par rapport aux berges.

La proposition est adoptée à la majorité avec 12 voix pour / 2 abstentions / 0 voix contre.

6. Calendrier de la suite de la procédure

Mme Amandine Lemercier présente le planning prévisionnel de la suite de la procédure (diapositive 29).

M. Gaillet précise que l'avis de l'autorité environnementale (AE) à savoir la DDT porte sur la prise en compte de l'environnement dans la réglementation de boisement et non pas sur le fond de la réglementation.

M. Requillart signale que cette procédure a été réformée par deux textes publiés récemment :

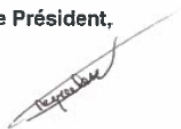
- le décret 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'AE qui est maintenant au niveau régional pour les plans et programmes soumis à évaluation environnementale indépendante hiérarchiquement du préfet, en étant composée de membres de l'autorité nationale qui rendent leur avis en s'appuyant sur les services de la DDT et de la DREAL.

- le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets qui est maintenant demandée au cas par cas pour tous les projets de reboisement (avant : étude d'impact obligatoire pour les projets de plus de 25 ha / au cas par cas pour ceux de 0,5 ha à moins de 25 ha).

Il est enfin précisé que la commune n'ayant plus de document d'urbanisme, il n'y a donc plus lieu de demander l'annexion de la réglementation de boisement au document d'urbanisme.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève ensuite la séance à 11 heures 15.

Le Président,



Jean-Pierre Requillart

Le secrétaire de séance,



Amandine Lemercier

PV (avec ses annexes : diaporama et carte des zonages) :

- A faire figurer sur le registre prévu à l'article R. 121-4 du code rural et de la pêche maritime
- A notifier aux membres (titulaires et suppléants) de la CCAF

Décisions de la CCAF :

- à afficher en mairie et à transmettre au président du Département et au préfet dans les conditions de l'article R. 121-6 du code rural et de la pêche maritime